

parti pris

Volume 5, numéro 4 (décembre) janvier

75¢

QUÉBEC SI YANKEE NO



DANS LE PROCHAIN NUMERO (février) :

une étude sur la stratégie et les structures de la C.S.N.

par gilles dostaler

pourquoi la révolution

par charles gagnon

**le texte du discours de Andrée Fenetti
à l'assemblée du R.I.N. du 12 décembre.**

andrée fenetti

un reportage sur Ayers, un an après . . .

par robert tremblay

N.B. Le présent numéro porte la date bizarre de **(décembre) - janvier**. La raison en est fort simple. Désormais parti pris portera la date du mois de sa distribution et de sa mise en vente et non pas celle du mois précédent, comme actuellement. Le prochain numéro sera donc celui de février et devrait sortir des presses les derniers jours de janvier. Bien entendu, nos abonnés recevront le nombre de numéro auquel ils ont droit, c'est-à-dire que leur abonnement est prolongé d'un mois.

sommaire

éditorial —	p. 3
Québec politique — luc racine	p. 9
Québec syndical — gabriel gagnon	p. 11
Québec économique — luc racine	p. 12
politique internationale — philippe bernard	p. 14

DOCUMENT :

situation révolutionnaire dans les républiques andines — gilles dostaler	p. 17
les Etats-Unis: état militariste? — rené dal magro .	p. 29
la guerre américaine au Vietnam — luc racine	p. 35

CHRONIQUES :

le Québec en mots dit — pierre maheu	p. 43
les zarts zartistiques — thérèse dumouchel	p. 45
interprétation de la vie quotidienne — patrick straram	p. 50
extrait de "en d'autres paysages" — jacques renaud	p. 54

parti pris

vol. 5 no 4
janvier 1968

revue politique et culturelle
paraît tous les mois sur 60 pages
rédaction et administration :

c.p. 149, station "N", Montréal 18, Québec
directeur: philippe bernard

comité de rédaction:

gilles bourque
gilles dostaler
thérèse dumouchel
gabriel gagnon
pierre maheu
luc racine
patrick straram
robert tremblay

maquettistes:

jacques des rosiers
rené bonenfant
secrétaire: huguette corbo
trésorier: marc laliberté

collaborateurs :

jacques allard
denis arcand
rené beaudin
jacques brault
andré brochu
paul chamberland
jan depocas
pierre desrosiers
raoul duguay
jacques ferron
charles gagnon
roger guy
robert maheu
gaston miron
michel pichette
jean-marc piotte
narcisso pizarro
jacques poisson
jean-robert rémillard
pierre renaud
gaétan tremblay
pierre vadeboncoeur
pierre vallières

distributeurs: agence de distribution populaire,
1130 Lagachetière est, Montréal
tél.: 523-1182

la revue n'est pas responsable des manuscrits
qui lui sont adressés.

reproduction interdite sans autorisation.

le numéro: 75¢

abonnement d'un an: \$6.00



POLITIQUE INTERNATIONALE:

ēditorial

BILAN

ET

PERSPECTIVE

L'année qui vient de s'écouler aura permis à l'impérialisme américain de poursuivre sa courbe ascendante et de remporter un certain nombre de victoires; par contre la puissance des Etats-Unis ne suffit pas à cacher ses faiblesses et ses contradictions internes, et l'accroissement de son agressivité et de son intervention à travers le monde se traduit par un durcissement des pays socialistes et du tiers-monde.

Le coup d'état d'avril en Grèce est un exemple typique de l'alliance du capital et de l'armée pour faire échec à la gauche. La dissolution du parlement par le gouvernement de droite Canellopoulos, minoritaire et incapable

de diriger le pays, aurait permis à l'Union du centre de Papandréou avec l'appui de la gauche de reprendre le pouvoir dont le roi l'avait écarté en 1965 avec une très forte majorité. Prévoyant le verdict des élections, l'armée est intervenue pour en empêcher la tenue et prendre le pouvoir par un coup d'état légitimé par la suite par le roi Constantin, toute cette opération s'étant déroulée sous l'oeil complaisant du gouvernement américain et avec la participation de la C.I.A. Depuis lors, on assiste à la constitution d'un état militariste d'extrême-droite : arrestation par milliers des dirigeants des partis de gauche et des syndicats tandis que les hommes du centre, fonctionnaires et militaires, sont écartés. Le dernier épisode est la reprise des combats entre Grecs et Turcs à Chypre et la nouvelle tentative de rattacher l'île à la Grèce.

L'agression israélienne contre les pays arabes et l'occupation militaire des territoires syrien, jordanien et égyptien est une autre victoire de l'impérialisme; ce n'est que par une juste évaluation du rapport des forces dans cette région et la création d'un autre Vietnam (sabotage et guerilla) que la gauche arabe révolutionnaire pourra à la fois faire échec à la présence du bastion occidental et renverser les différents régimes féodaux et capitalistes du moyen-orient.

Au Vietnam, l'escalade militaire des Etats-Unis, la destruction systématique de l'économie du pays, les attaques quotidiennes contre les populations civiles, ne réussissent pas à réduire la résistance des combattants et à abattre le moral du peuple vietnamien. Tout au contraire, l'année s'achève par une reprise de l'offensive du Front national de libération, par un accroissement important des pertes américaines et un pourrissement irréversible de l'administration de Saïgon. L'ouverture d'un second front en Thaïlande par la gauche de ce pays, une aide accrue au Vietnam du nord par l'U.R.S.S. et la Chine laissent envisager que 1968 sera l'année de la vérité dans le sud-est asiatique.

En Amérique latine, l'assassinat de Guevara et la destruction de quelques foyers de guerilla, l'augmentation du nombre de "conseillers" américains dans plusieurs pays (Bolivie, Colombie, Guatemala), le renforcement des

gouvernements de droite, militaires, civils, (Brésil, Salvador, République dominicaine, Pérou, Equateur) révèlent que les Etats-Unis jouent encore gagnant dans cette partie du monde. La faiblesse des mouvements insurrectionnels, la division de la gauche, la présence de machines militaires importantes et la volonté du gouvernement américain et de la grande industrie pour conserver le contrôle de l'Amérique latine laissent peu d'espoir à la révolution de remporter des victoires substantielles cette année.

C'est l'évolution intérieure des Etats-Unis qui sera décisive en 1968. Les élections présidentielles de novembre forceront les dirigeants à prendre des mesures draconiennes pour combattre l'inflation et le risque de dépression économique, pour empêcher la lutte civile entre blancs et noirs l'été prochain et pour terminer la guerre au Vietnam de plus en plus condamnée par la population. Cette triple conjoncture conduit la société américaine vers la création d'une société fasciste et militariste.

La seule puissance en mesure de résister à l'impérialisme des Etats-Unis demeure l'Union soviétique. Comment réagit-elle devant la montée militariste en Amérique? Deux phénomènes laissent entrevoir que l'U.R.S.S. se prépare à consolider le bloc socialiste et à accroître sa puissance offensive. Le gouvernement soviétique a révisé sa stratégie militaire par la mise en place d'une infrastructure permettant une intervention extérieure : formation de commandos de parachutistes (les "bérets rouges") et d'une infanterie marine (les "bérets noirs"), construction de porte-avions, et production en série d'avions-cargo pour le transport de troupes vers des points éloignés. Par ailleurs le durcissement de la politique étrangère, la cessation des critiques à l'égard de la Chine et la convocation d'une réunion générale des partis communistes prouvent que le P.C.U.S. entend "unir toutes les forces socialistes et démocratiques dans la lutte contre l'impérialisme pour la libération nationale et sociale des peuples, pour la paix dans le monde entier". Ce texte, tiré du communiqué publié à la suite de la rencontre des représentants de dix-huit partis communistes à Moscou, montre que seront aussi invitées à la conférence mondiale des délégations de partis socialistes révolutionnaires

et de mouvements de libération nationale. Cette conférence ne viserait pas tant à redéfinir l'orthodoxie communiste, qu'à élaborer une stratégie unique pour combattre l'impérialisme.

Le point d'interrogation demeure la Chine. Celle-ci a réussi à surmonter ses contradictions internes grâce à la révolution culturelle; les comités locaux et régionaux issus de la "triple alliance" ont pris la situation en main. Dans la mesure où la société révolutionnaire chinoise est parvenue à redonner la priorité à la construction du socialisme et à la formation d'un monde nouveau, on peut prévoir de nouveau sa participation à la politique internationale. Deux possibilités s'offrent à elle : solidarité avec le bloc socialiste pour un front uni contre les Etats-Unis, ou, refusant de suivre les tergiversations de l'U.R.S.S., intervention plus accrue dans le sud-est asiatique.

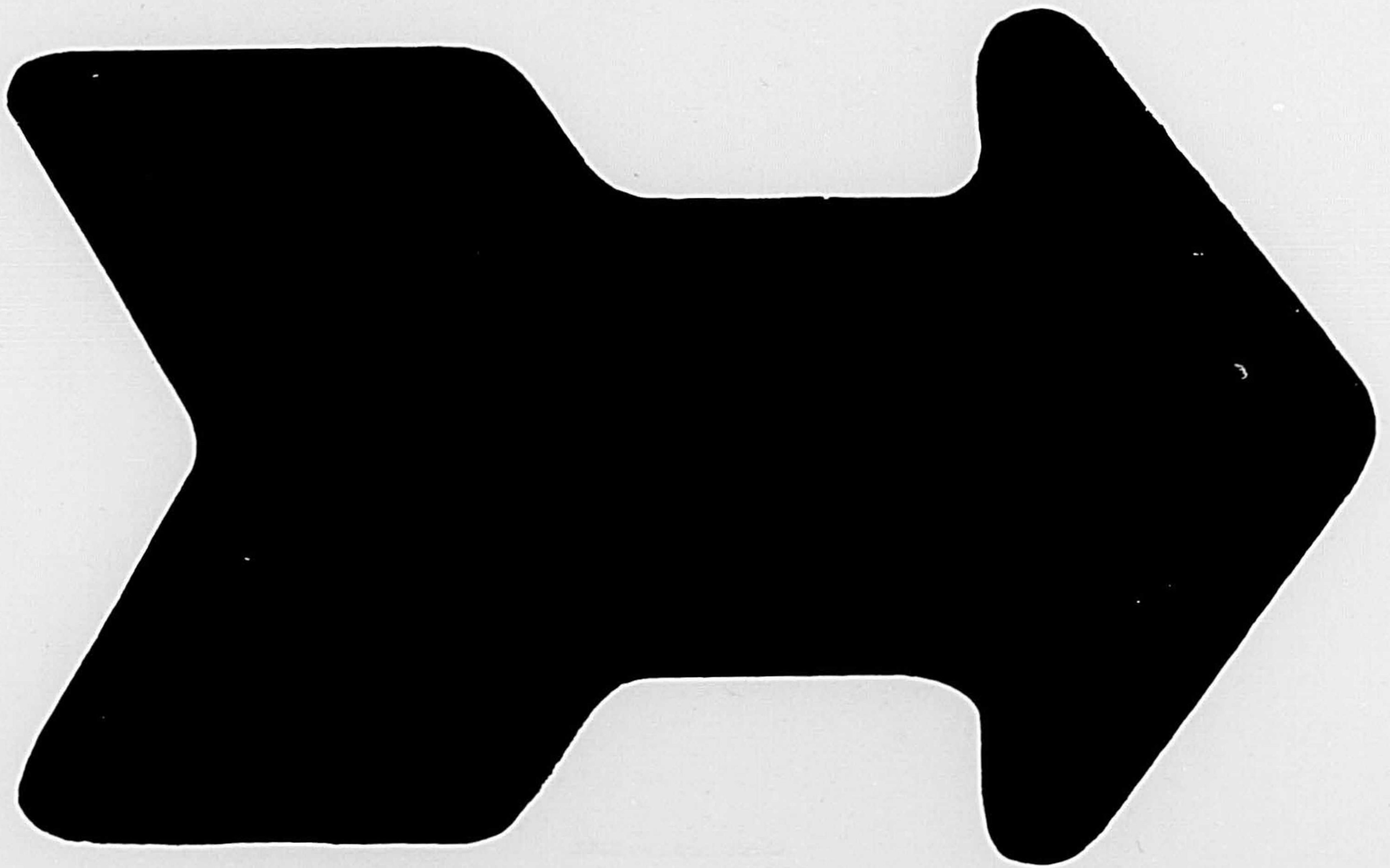
En Europe, la dévaluation de la livre sterling révèle la faiblesse de l'économie de la Grande-Bretagne et montre jusqu'à quel point ce pays est devenu le satellite des Etats-Unis. Le désengagement politique et militaire de la France n'est qu'une façade s'il ne s'accompagne pas d'une libération économique et sociale; il est évident que le gouvernement gaulliste de droite ne peut y parvenir. Seul un gouvernement issu d'une alliance entre le parti communiste et la fédération de la gauche serait en mesure d'effectuer la nécessaire transformation des structures de la France. Toutefois, la politique étrangère de De Gaulle dans son rapprochement avec le tiers-monde et les pays socialistes et dans son effort pour freiner l'expansion américaine s'inscrit dans la lutte contre l'impérialisme. Dans cette perspective, on peut la qualifier de positive.

Au Québec, territoire américain, nous demeurons liés à la volonté économique et militaire de Washington grâce à la complicité d'Ottawa et à l'aplatventrisme du gouvernement bourgeois de Québec. Notre lutte pour l'indépendance et la décolonisation s'intègre dans la lutte intérieure que mènent les peuples d'Amérique du Nord contre la domination des trusts militaristes des Etats-Unis. Tout en menant notre combat au Québec, en fonction des intérêts de la collectivité québécoise, compte tenu de la conjonctu-

re, nous devons nous lier ce combat à celui mené par les noirs américains et par les autres peuples du monde. L'appui au Black Power, l'aide aux déserteurs de l'armée américaine, la solidarité avec le Vietnam, enfin toute manifestation en faveur de la liberté et contre l'impérialisme est un devoir pour tout Québécois, socialiste et décolonisateur, refusant la compromission et le défaitisme. Nous en sommes.

parti pris/ph.b.

**québec
actualité**



québec politique

Luc Racine

l'inévitable indépendance du Québec : pour qui et au profit de qui ?

Récemment, M. François Aquin déclarait que l'indépendance du Québec se ferait inévitablement et qu'il fallait maintenant définir au plus tôt quel sera le contenu de cette indépendance. L'ancien député libéral, qui s'est prononcé en faveur d'un Québec socialiste et souverain en quittant le P.L.Q. à la suite de la venue de de Gaulle l'été dernier, a posé ainsi le problème dans toute son urgence. Après les prises de positions fortement indépendantistes des délégués aux assises nationales des États Généraux, après les dernières déclarations du Président de la République française affirmant de nouveau l'appui de la France à la libération du Québec, la question n'est plus de savoir si l'indépendance se fera ou si elle ne se fera pas. Ce dont il s'agit maintenant, c'est de savoir par qui et dans l'intérêt de qui elle se fera.

A ce sujet, certains indices sont faciles à déceler. D'abord, et sans vouloir reprendre les arguments des fédéralistes en mettant en doute la représentativité des États Généraux, il est clair que ces derniers ont attiré surtout des membres de la petite bourgeoisie québécoise: avocats, médecins, commerçants, etc. Ces gens, qui jusqu'à maintenant voyaient leurs intérêts adéquatement représentés par les

vieux partis provinciaux traditionnels, ont saisi l'occasion d'exprimer leur nationalisme toujours plus ou moins latent par le truchement d'une structure politique nouvelle et hybride qui leur permettrait d'aller beaucoup plus loin dans leurs revendications que les partis traditionnels trop liés à des intérêts financiers et industriels étrangers pour ne pas être très très prudents en tout ce qui concerne la question nationale au Québec.

Une chose est significative: les grands absents des États Généraux sont les représentants des milieux d'affaires et des syndicats ouvriers (F.T.Q. et C.S.N.) et étudiants (U.G.E.Q.). Les deux adversaires principaux à l'intérieur de notre société, les travailleurs et les patrons, étaient donc absents des délibérations de notre petite bourgeoisie sur l'avenir du Québec et de la nation canadienne-française. Cela n'empêche pas, évidemment, que les positions prises lors des assises nationales ne répondent de façon implicite aux aspirations des travailleurs et de certains financiers ou industriels québécois. Mais cela veut dire que les deux protagonistes essentiels, sur le plan socio-économique, ne sont pas encore prêts à s'engager dans le débat sur l'avenir politique du Québec. A cause de certaines raisons, différentes bien entendu, les travailleurs et les milieux d'affaires québécois ont des intérêts trop vitaux à défendre pour s'engager à la légère, ou prématurément, dans une voie politique dont les conséquences et les implications économiques seront considérables. Pour les financiers et les industriels québécois, l'indépendance représenterait au mieux un moyen politique de s'assurer une position économique moins défavorisée face aux puissants intérêts anglo-canadiens et surtout américains. Pour les travailleurs, ouvriers ou cols blancs, enseignants ou techniciens, etc.,

l'indépendance représenterait un moyen de libération économique par rapport à la domination de plus en plus dure qu'exerce sur eux la collusion existant entre les milieux d'affaires américains, anglo-canadiens et québécois.

On voit ainsi que, pour les protagonistes principaux à l'intérieur de notre société, l'indépendance politique signifie des possibilités et des voies d'émancipation qui se contredisent. L'indépendance politique du Québec ne pourrait à la fois satisfaire les travailleurs et les milieux financiers et industriels québécois. D'où l'hésitation de ces deux classes à se prononcer clairement. Notre petite bourgeoisie, de son côté, a défendu, la plupart du temps, les intérêts des milieux d'affaires, que ces derniers soient québécois ou étrangers. Rien ne nous porte à croire, dans le cas où cette petite bourgeoisie prendrait sur elle-même de faire l'indépendance, qu'elle changerait d'attitude. Quand, par exemple, on voit M. Daniel Johnson prêcher à la fois pour l'autonomie de plus en plus grande du Québec et aller courtoiser les investisseurs new-yorkais sous les conseils d'un financier bien de chez nous (M. Marcel Faribault), on peut raisonnablement croire que les milieux financiers et industriels québécois n'appuieront l'indépendance du Québec qu'à condition que cela se fasse par l'intermédiaire d'un mouvement politique qui respecterait la sainte alliance existant depuis toujours entre eux et les grandes entreprises américaines et canadiennes. Le but de cette alliance étant d'assurer à ces entreprises le plus grand profit possible au détriment des travailleurs québécois, on constate alors aisément qu'une indépendance de cette sorte n'a rien qui puisse rassurer les travailleurs et entraîner leur adhésion. Tant que

rien ne nous dira explicitement que l'indépendance politique souhaitée par la majorité des délégués aux Etats Généraux n'implique pas aussi une libération socio-économique des travailleurs québécois, il faudra donc se méfier des déclarations patriotiques de notre petite bourgeoisie et prendre face aux Etats Généraux une attitude très critique.

D'un autre côté maintenant, on peut se demander quel est le sens de l'appui que le Président de Gaulle donne, de façon de plus en plus claire, à la cause de l'indépendance du Québec. Cela aussi peut nous aider à comprendre quels intérêts aspirent pour l'instant à profiter d'une prochaine souveraineté du Québec.

Depuis l'arrivée de de Gaulle au pouvoir, et surtout depuis le terme qu'il a fort habilement mis au conflit algérien, l'industrie française a connu un processus de renforcement et de concentration fortement favorisé par l'intervention étatique et la planification économique mise au service des intérêts privés. Cette politique économique du régime gaulliste avait comme but de renforcer la position de l'industrie et de l'économie française par rapport à l'économie américaine. Sur le plan européen, le marché commun a été utilisé par le gaullisme à cette fin, et l'exclusion de l'Angleterre visait à éviter que les intérêts américains ne prennent plus d'emprise sur le marché commun, et ainsi sur la France, par le biais d'une Grande-Bretagne trop dévouée et dépendante par rapport aux U.S.A.

D'autre part, sur le plan international, la politique du régime gaulliste a été de s'opposer partout dans le monde à l'hégémonie américaine: Vietnam, Proche-Orient, Amérique Latine et aujourd'hui Québec. Bien que cette opposition à l'hégémonie des U.S.A. se

soit en général bornée à des discours sans suite concrète (comme celui de Phnom Penh contre l'intervention U.S. au Vietnam), cette orientation du gaullisme peut nous permettre de comprendre pourquoi le général s'intéresse de si près au Québec et à son émancipation nationale. De Gaulle, qui est un homme fort intelligent et un fin politique, sait très bien qu'un Québec indépendant politiquement devrait diversifier ses échanges économiques afin de s'assurer d'un minimum d'autonomie sur le plan économique. Ce qui amènerait éventuellement à une ouverture du marché québécois pour les intérêts français. Pour de Gaulle, et pour les intérêts qu'il sert en France, concurrencer l'emprise américaine au Québec représente un atout politique majeur que l'indépendance politique du Québec pourrait grandement faciliter.

Toutefois, pour que cela soit possible, il faudrait évidemment que les besoins des travailleurs québécois soient oubliés au profit d'un Etat planificateur et technocratique du même genre que l'actuel Etat français. Le prix d'une indépendance politique appuyée par la France gaulliste serait ainsi payé, une fois de plus, par les travailleurs.

Ainsi, il est clair que, jusqu'à maintenant, la plupart de ceux qui appuient l'indépendance du Québec ne considèrent pas cette indépendance comme un moyen de libération de la majorité de la population québécoise. Qu'il s'agisse, à l'intérieur, d'une petite bourgeoisie constituée en Etats Généraux résolument muets sur la libération économique des travailleurs, ou, à l'extérieur, du représentant d'un régime politique et économique qui a toujours mis les intérêts des patrons français avant ceux des travailleurs de ce pays, cela s'équivaut.

Cependant, il ne faut pas en conclure que l'indépendance du Québec n'est l'affaire que des bourgeois et des impérialistes. Si, en France la classe dirigeante, par l'intermédiaire du Général, trouve profitable d'appuyer l'indépendance du Québec parce que cela ennuie la bourgeoisie anglo-canadienne et agace les grandes entreprises américaines, on ne pourrait en conclure qu'il s'agit alors, pour les travailleurs du Québec, de s'aligner sur les intérêts dominants au Canada et aux Etats-Unis plutôt que sur les intérêts dominants en France et en Europe. Cela serait ridicule mais satisferait pleinement nos fédéralistes. Non, la bourgeoisie anglo-canadienne et québécoise, toute comme les grandes compagnies américaines, sont tout autant les ennemis du peuple québécois que les intérêts qu'appuie le régime gaulliste en France, ils le sont même beaucoup plus. Il ne saurait être question pour les travailleurs, de passer, par l'indépendance, d'un maître à un autre, d'un impérialisme à un autre, d'une clique d'exploiteurs à une autre clique d'exploiteurs. Bien au contraire, il s'agit de se débarrasser, par l'indépendance, de tous les exploiteurs et de toutes les sangsues qui profitent de cette exploitation. Pour arriver à cela, les travailleurs doivent s'organiser politiquement et ne pas laisser notre petite bourgeoisie faire seule l'indépendance pour ensuite nous vendre encore plus aux intérêts financiers et industriels anglo-canadiens et américains. Cette organisation politique peut être amorcée très bientôt par l'élimination du centre opportuniste hors du R.I.N., ou encore par la formation prochaine d'un mouvement socialiste et révolutionnaire, ou par quelque autre voie que ce soit. De toute façon, les travailleurs québécois organisés politiquement devront se préparer à lutter contre la répression dont sont déjà victimes la plupart des peuples du

monde de la part des U.S.A. Nous sommes voisins des Etats-Unis, de ce pays dont le gouvernement réel devient chaque jour plus la C.I.A., le F.B.I. et l'armée. Les relations entre ce gouvernement et celui du Canada, comme du Québec, s'améliorent de jour en jour...

les commerçants anglophones de Montréal, les Etats Généraux et le Général

Un journal de quartier de Montréal, bourré d'annonces de commerçants divers, publiait récemment un éditorial destiné à inciter les gens "bien-pensants" à répondre fermement à la poussée indépendantiste. Voici en quels termes:

"Le temps est venu, pour les habitants du Québec, tout autant les francophones que les anglophones, de faire un effort concerté pour faire savoir au reste du Canada (et à de Gaulle) que, une fois pour toutes, nous n'acceptons PAS un Québec séparé... Le temps est venu de nous organiser, dans notre pensée et notre action, par un programme constructif d'activité" (The Suburban, vol. 5, no 37, mercredi, 29 novembre, 1967, p. 1).

Ainsi, tous les fédéralistes de bonne volonté, francophones et anglophones du Québec, doivent entreprendre une résistance organisée contre les élucubrations des séparatistes, selon nos commerçants. Écoutons ce vibrant appel à la résistance contre le mal:

"Le Québec ne se séparera pas à cause d'une poignée de nationalistes qui exposent leurs théories, ou encore à cause du fait qu'un arrogant vieillard veut posséder le monde avant de mourir.

Le Québec se séparera si vous et moi, et nos voisins français, nous nous asseyons et enfouissons notre tête dans le sable, et pensons seulement dans des termes comme "comment cela touchera-t-il mes affaires". Les affaires sont une chose mais, à la fin, c'est l'élément humain qui est le plus important. La peur et la lâcheté ont fait se dissoudre et disparaître des nations. Cela reposera sur notre conscience, ici au Québec, si la nation canadienne disparaît.

Faisons quelque chose — n'importe quoi — mais au moins réveillons-nous, tenons-nous, tenons-nous debout et résistons" (ibid.).

Peut-on souhaiter un plus bel exemple d'impuissance et de ridicule de la part de petits-bourgeois apeurés?

l.r.

québec syndical

gabriel gagnon

pour un hebdomadaire de gauche

Tous les quotidiens québécois appartiennent à des groupes capitalistes de plus en plus concentrés, sauf le Devoir et l'Action qui continuent à dépendre de la vieille élite professionnelle et cléricale qui n'évolue qu'avec la plus grande des réticences. Ainsi, sauf quelques organes politiques ou syndicaux qui paraissent une ou deux fois par mois, l'ensemble des travailleurs n'a à sa disposition aucun journal véritablement populaire dans sa structure et son orientation.

L'idée d'un tel organe était reprise ces dernières semaines par divers militants syndicaux. S'agit-il d'un vœu pieux, d'une douce utopie au moment où la presse semble perdre beaucoup de son importance dans la plupart des pays industriels? Je suis loin d'en être certain. Sans doute, l'expérience du Nouveau Journal nous l'a démontré, il n'est pas facile aujourd'hui de lancer un nouveau quotidien efficace et d'esprit réformiste. Pourquoi alors ne pas commencer par un hebdomadaire de gauche qui pourrait être financé par les grandes centrales syndicales et aussi les caisses populaires qui ont beaucoup contribué de leurs deniers à l'éducation populaire ces dernières années. Un tel hebdomadaire, autour duquel on pourrait réunir une équipe de journalistes dynamiques, ne serait la propriété exclusive d'aucun des groupes qui participeraient à son financement

mais un organe indépendant d'information et d'analyse dans la perspective des travailleurs: il pourrait être populaire et moderne et atteindre un fort large public ouvrier. Nos centrales syndicales devraient songer sérieusement à employer les fonds qu'elles dirigent actuellement vers la publication de leurs bulletins respectifs (Le Travail, Le Monde Ouvrier, L'Enseignement, etc.) à la réalisation d'un tel hebdomadaire qui, en plus de fournir l'information syndicale, pourrait contribuer à édifier une société différente que celle que nous proposons actuellement nos grands media d'information. Voilà une proposition concrète autour de laquelle pourrait se réaliser la première étape d'une unité syndicale si nécessaire à cette époque de réalignements politiques.

le colloque Laberge

Lors de son dernier congrès, la F.T.Q. proposait de tenir à l'automne un colloque des forces progressistes du Québec en vue d'établir un programme politique commun conduisant éventuellement à la formation d'un parti. Son président, Louis Laberge, annonçait dernièrement que la réunion était remise au début de 1968. Sans doute la formation du mouvement Lévesque est venue remplir un vide que la création d'un parti des syndicats aurait dû chercher à combler. Devant le succès de ce mouvement, même à l'intérieur du syndicalisme, et devant son ambiguïté idéologique, il devient de plus en plus essentiel que les forces de gauche, celles qui accordent la priorité au socialisme, se réunissent pour reviser leur stratégie.

Depuis les Etats Généraux, il apparaît de plus en plus que l'ensemble de la bourgeoisie canadienne française a opté pour le souverainisme et que cette thèse est aussi acceptée par une bonne partie des

travailleurs. Le mouvement souverainiste pourrait donc, s'il garde son élan actuel, s'emparer du pouvoir dès 1970 ou, au plus tard, en 1974. Dès lors, ce qui importe c'est le contenu qu'aura cette souveraineté inéluctable: les travailleurs et les syndicats qui les représentent n'y peuvent être indifférents. Il est donc essentiel que toutes les forces socialement progressistes, syndicales et politiques, se réunissent pour décider si elles emboîtent le pas au mouvement Lévesque pour y contrebalancer l'influence de la bourgeoisie et des technocrates et le faire pencher vers la gauche ou si elles forment dès maintenant un autre parti qui offrirait une réponse vraiment socialiste à ce projet encore bien près du néo-capitalisme.

Si la F.T.Q. est embarrassée devant une telle réunion, qui pourrait déboucher sur des positions constitutionnelles audacieuses pour cette centrale, qu'elle le dise et qu'elle en partage avec d'autres l'organisation. Pour notre part, nous sommes prêts à collaborer à la réalisation d'un tel colloque.

encore Radio-Canada

Le problème de la représentation syndicale à Radio-Canada n'est pas encore réglé après plusieurs mois de tergiversations. On connaît le principe en cause: doit-on permettre à des travailleurs de choisir quel syndicat les représentera, même au détriment d'une certaine efficacité fournie par des unités nationales (c.a.d. canadiennes) de négociation. Malgré le désir des employés du réseau français de Radio-Canada où la C.S.N. semble conserver sa majorité, le Conseil canadien des relations ouvrières, où la représentation du Congrès du Travail du Canada est dominante, continue à refuser de briser l'unité de négociation: il risque ainsi de donner la majorité à un autre syndicat qui ne serait pas du tout représentatif de la section de Montréal.

Peut-être pourrait-on défendre la thèse d'une unité canadienne de négociation lorsqu'il s'agit d'une entreprise industrielle ordinaire, où la dimension culturelle ne touche pas au travail lui-même (transport, industrie manufacturière): même dans ces cas, il n'est pas sûr que les facteurs d'efficacité doivent l'emporter sur les désirs de la majorité des travailleurs.

Dans le cas de Radio-Canada, on ne peut avoir l'ombre d'un doute: une division naturelle au niveau de la production existe entre les réseaux anglais et français. On ne comprend donc pas comment on pourrait s'opposer, sauf par opportunisme ou partisanerie syndicale, au désir des travailleurs d'être représentés par des syndicats différents, quitte à s'unir autour de certains objectifs au moment des négociations.

Même le leader québécois du N.P.D., Robert Cliche, malgré l'appui important que donne la F.T.Q. à son parti, a reconnu publiquement ce principe essentiel de démocratie syndicale. La F.T.Q., au lieu d'adopter les querelles du C.T.C., pourrait tenter de montrer son autonomie et son visage québécois en conservant au moins la neutralité sur ce problème. Qu'elle le veuille ou non, à l'époque où nous vivons, nos revendications syndicales revêtiront de plus en plus une coloration purement québécoise.

mesures d'austérité en Espagne

En Espagne le généralissime Franco a pris des mesures d'austérité: les prix et les salaires ont été gelés. Ce qui aura comme résultat une baisse brutale du niveau de vie des travailleurs. Franco a en effet pris soin d'attendre la dévaluation de la peseta (consécutive à celle de la livre sterling) et la hausse rapide des prix qui l'a suivi. Conséquence immédiate: l'accroissement de l'écart entre le coût de la vie et le niveau des salaires, c'est-à-dire baisse du pouvoir d'achat. Franco la muerte.

l.r.

**québec
économique**

Luc Racine

de la souveraineté-association au "socialisme à la suédoise"

Parce qu'il fut le promoteur de la nationalisation de l'électricité lors de la révolution tranquille, parce qu'il osa s'attaquer publiquement aux intérêts miniers et perdit pour cela le ministère des richesses naturelles, M. René Lévesque apparaît aux yeux de bien des gens comme un homme politique aux idées larges et progressistes. Que cet homme, que l'on aime dire "de gauche" dans certains milieux, se soit prononcé récemment en faveur de l'indépendance du Québec et songe maintenant à organiser un nouveau parti politique dans le but de défendre cette idée, voilà qui semble pouvoir rassurer ceux que l'art oratoire de M. Pierre Bourgault n'avait convaincu qu'à moitié du caractère progressiste et inéluctable de l'indépendance du Québec.

L'avantage que le "Mouvement souveraineté-association" a dès le départ sur le R.I.N. est double: d'une part, en effet, pour de larges couches de la population québécoise, René Lévesque, ayant eu l'expérience du pouvoir et sachant par ses arguments toucher les préoccupations de bien des travailleurs, est une personnalité politique plus rassurante que Pierre Bourgault, dont l'obstination à se défilier devant les préoccupations économiques des travailleurs suscite la méfiance. D'autre part, l'association économique du Québec avec le res-

te du Canada, dont René Lévesque fait le complément indispensable de la souveraineté du Québec, semble une réponse réaliste à des questions que plusieurs se posent quant à la situation économique d'un Québec libéré. A cause de cela, le mouvement de M. René Lévesque se trouvera bientôt en position de force pour négocier avec le R.I.N. une quelconque alliance à des fins électorales. Par le haut, on tentera surtout de s'entendre sur un programme qui, sur le plan économique et social, proposera une politique des revenus, une extension de l'aide de l'Etat dans les domaines de la sécurité sociale, bref : un socialisme à la suédoise. Ce qui revient à dire un socialisme sans danger, une politique économique "de gauche" qui est très rentable électoralement.

Malheureusement, le régime économique suédois n'a rien de socialiste. En Suède, les grandes entreprises n'appartiennent pas à l'Etat et ne servent donc pas les intérêts de la population; ce qui a comme résultat de faire croître les inégalités socio-économiques et non pas de tendre à les réduire. Pour éviter que l'on nous accuse de faire appel à des arguments sans fondements pour critiquer, voici des faits indiscutables pour étayer nos affirmations.

(a) **en Suède, l'économie est contrôlée majoritairement par des intérêts privés :** une économie dont les principales branches sont sous le contrôle d'intérêts privés n'est pas une économie socialiste mais une économie capitaliste (fondée sur la recherche du profit individuel et non pas sur la nécessité de satisfaire démocratiquement les besoins et les aspirations de la population). Voici un tableau démontrant l'emprise des intérêts privés sur l'économie suédoise:

Tableau I :
le secteur privé en Suède

Branches	% du secteur privé par branche
Extraction minière	57%
Aciérie et traitement des métaux	95%
Construction mécanique	98%
Industrie forestière	95%
Textiles, cuir et confection	99%
Banques de dépôt	92%
Commerce de détail	81%

Source: Gérard Filion, "Deux brins d'herbe à la place d'un seul", *Le Devoir*, mercredi 15 novembre 1967, p. 5

Comme le disait M. Gérard Filion, Président de Marines Industries, homme très respectable et très éloigné du socialisme sous quelque forme que ce soit, "le socialisme à la scandinave, c'est de la foutaise".

(b) **si le contrôle de l'économie relève d'intérêts privés, la politique des revenus n'empêche pas les inégalités socio-économiques de s'accroître :** le fameux socialisme à la suédoise, dont on nous massacre tant les oreilles, n'étant qu'une apparence de socialisme, il ne faut alors pas s'étonner de voir qu'en Suède, les inégalités socio-économiques continuent à augmenter. C'est ce que démontre amplement le Tableau II: selon ce tableau, de 1954 à 1964, en Suède (comme d'ailleurs aussi en Angleterre et au Danemark où a été appliqué le socialis-

me "à la scandinave"), les deux premiers dixièmes de la population active se sont accaparés un morceau de plus en plus gros des revenus au détriment des trois derniers dixièmes qui ont vu se restreindre d'autant leur portion déjà minime. En Suède, en 1964, c'est-à-dire après des dizaines d'années sous un régime qui se dit socialiste (mais qui laisse aux intérêts privés le contrôle de l'économie quitte à se charger de distribuer les miettes à la population), les riches sont devenus plus riches, les pauvres sont devenus plus pauvres. En Suède, en 1964, 10% de la population active a un revenu de 17.2 fois supérieur au 10% le plus pauvre.

Tableau II :
distribution du revenu national en Suède (1954-1964)

déciles*	année 1964		année 1954	
1	43.5	27.9	42.8	27.3
2		15.6		15.5
3		13.2		12.7
4		11.4		10.6
5		9.7		9.3
6		7.7		7.8
7		5.5		6.2
8		4.1		5.0
9	8.5	2.8	10.6	3.6
10		1.6		2.0

* les dix déciles correspondent à dix tranches égales de la population active classées par ordre décroissant de richesse.

Source: Michel Bosquet, "Riches pauvres en Europe", *Le Nouvel Observateur*, no. 157, 15-21 nov. 1967, p. 21.

Le tableau précédent nous montre donc que le socialisme suédois est incapable d'empêcher que, proportionnellement au moins, les plus pauvres deviennent encore plus pauvres, que les plus riches deviennent encore plus riches dans

le partage du revenu national. Pendant qu'une moitié (les cinq premiers déciles de notre Tableau II) de la population active s'enrichit, l'autre moitié (les cinq derniers déciles) s'appauvrit. Tout cela pour le plus grand profit des intérêts privés ayant la main haute sur le système économique.

Ces chiffres parlent d'eux-mêmes: ils ne sont pas truqués comme ceux de M. Kierans. Les inégalités socio-économiques de la Suède ne sont pourtant rien comparativement à celles du Québec. Les mesures pseudo-socialistes du gouvernement suédois n'ayant pas réussi à empêcher l'accroissement de ces inégalités, on voit difficilement comment une politique des revenus à la suédoise pourrait venir à bout des inégalités encore plus criantes que nous connaissons. L'association économique que M. Lévesque nous propose comme complément à l'indépendance politique n'aboutira alors qu'à transférer d'Ottawa à Québec une politique sociale déjà en grande partie inefficace et bloquée (remise à plus tard de l'assurance-santé au profit des mesures d'austérité de M. Sharp...). Il faut cesser d'être naïf et peureux. Si nous voulons apporter une solution aux problèmes des travailleurs québécois, qu'il s'agisse du chômage, de l'inflation, de l'insécurité des conditions de travail, de la nécessité du recyclage, il faut prendre ces problèmes par la base et s'attaquer à leur cause profonde. Il faut tirer les conséquences et voir ce qu'implique la domination économique des grandes entreprises américaines et anglo-canadiennes sur le Québec. Cette domination entraîne l'exploitation effrénée de nos richesses naturelles (fer, amiante, pulpe, etc.) sans que nous en tirions le moindre avantage; cette domination entraîne le sous-développement de notre industrie manufacturière au profit des entreprises américaine et ontarienne qui

trouvent alors chez nous un marché idéal; cette domination entraîne enfin la stagnation de notre développement économique et social, le dépeuplement de toutes nos régions au profit de Montréal, le chômage, l'inflation et l'insécurité.

Ce qui nous permettra de sortir de ce marasme, qui va s'accroître de plus en plus à mesure que l'inflation continuera et qu'en conséquence les investissements diminueront, causant ainsi de plus en plus de chômage, ce ne sera pas une série de petites réformes. Ce ne sera ni la nationalisation d'industries non-rentables (comme la Dosco), ni les parades de M. Johnson pour séduire les investisseurs de New York, ni la "distribution socialiste dans un système de production capitaliste". Ce sera, par étapes et selon la situation internationale après la libération politique du Québec, la venue au pouvoir d'un parti soucieux de représenter les travailleurs et émanant d'eux; d'un parti qui nationalisera les industries exploitant nos richesses naturelles, qui créera une industrie manufacturière correspondant aux besoins de notre développement économique, qui stimulera la formation d'industries à haut degré de technicité, qui diversifiera nos échanges commerciaux et édifiera ainsi peu à peu un régime économique planifié, autonome et fait pour répondre aux besoins économiques, sociaux et culturels de la population.

québec international

philippe bernard

les pays arabes et l'expansionisme

Israël est le seul pays qui depuis la deuxième guerre mondiale a agrandi son territoire national par des conquêtes militaires. Au cours des vingt dernières années, les Israéliens ont poursuivi un seul et unique objectif: la conquête et l'occupation par la violence et la force de régions habitées depuis des centaines d'années par les Arabes de Palestine. Les résultats immédiats s'expriment par la présence de un million et demi de réfugiés dépossédés de leurs biens, condamnés à un perpétuel exil, et la création d'un bastion du monde occidental.

Dès 1947, les dirigeants sionistes refusaient de s'asseoir avec les arabes à une table ronde convoquée par le gouvernement anglais; après avoir rejeté le plan de partage des Nations-Unies (et assassiné le médiateur de l'O.N.U., le comte Bernadotte), les Israéliens entrèrent en lutte armée contre les Arabes, jusqu'à ce que l'armistice de 1949 qui établissait un partage fonction de la position des troupes. Non seulement le nouvel état d'Israël revendiqua comme territoire national les régions occupées par son armée (du tiers plus étendu que celui prévu par le plan de partage), mais après le cessez-le-feu prenait possession des régions d'Eilath et d'El Audja. Peu après, c'était l'entente secrète entre Israël et la Transjordanie permettant au royaume hachémite d'annexer la Cisjordanie et empêcher ainsi la

création de l'état arabe de Palestine.

La dernière phase de cette expansion militaire est l'agression de juin dernier par Israël, l'annexion de la partie arabe de Jérusalem et l'occupation au dépend de la République arabe unie, de la Jordanie et de la Syrie d'un territoire deux fois vaste comme celui de départ. Le statu quo depuis six mois, la mise en place d'une infrastructure administrative avec la collaboration de roi-nègres arabes, les déclarations de certains ministres laissent entrevoir que le gouvernement d'Israël n'entend guère se départir de ses nouveaux domaines, ou d'une partie de ceux-ci comme la Cisjordanie et la bande de Gaza.

On a prétendu que le comportement d'Israël est justifié, parce que ce pays est en état de guerre avec les pays arabes, qu'il doit faire face à leurs menaces d'envahissement, qu'il subit le blocus économique de la R.A.U. Curieuse légitimité qui permet à une collectivité d'occuper par la force un territoire, d'en expulser les habitants et de se plaindre ensuite de l'hostilité des populations environnantes.

On a prétendu que l'agression d'Israël est une agression défensive pour prévenir celle des pays arabes. L'absence de riposte égyptienne et les résultats du conflit nous forcent à reconnaître la supériorité militaire d'Israël et démontrent que les armées arabes ne sont guère en mesure d'envahir ce pays. L'agression d'Hitler en Pologne avait pour but de garantir la sécurité de l'Allemagne, et pourtant personne n'a songé à la justifier.

On a prétendu que le problème des réfugiés est un problème arabe, que les Juifs n'ont pas recherché leur expulsion mais que c'est les dirigeants arabes qui ont en-

couragé les Palestiniens à fuir, que l'absence de traité de paix rend caduque les conditions d'armistices de 1949 qui prévoyaient le rapatriement des réfugiés et l'indemnisation de ceux qui refuseraient de rentrer en Palestine. Pourtant l'exode des années 1948-1949 a suivi les massacres par l'Irgoun de populations civiles (Gaza, Tibériade, Deir-Yassin...); l'exode de 1967 est consécutive à la victoire d'Israël et à l'occupation militaire.

On a prétendu que les Israéliens ont réussi à exploiter et à industrialiser la Palestine en vingt ans, ce que les Palestiniens n'avaient réussi à faire en cent ans. Cet argument peut-il justifier une prise de possession par la force? D'ailleurs les centaines de millions de dollars versés par les Etats-Unis et l'Allemagne leur auraient permis de développer tout autant les terres de Patagonie ou du Groënland.

Mais au delà de l'état agresseur, il faut voir dans Israël le régime pro-occidental, pion de la stratégie anglo-américaine en méditerranée et au moyen-orient. Pour s'assurer le contrôle de cette région, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis recherchent l'alliance et la collaboration des régimes conservateurs et dictatoriaux qui en échange d'une aide économique et d'une protection armée ont permis l'établissement de toute une infrastructure de bases militaires: Malte, Libye, Chypre, Aden, golfe Persique, golfe d'Oman pour les Britanniques, Libye, Turquie, golfe Persique, Ethiopie pour les Américains; plus les alliances avec l'Iran et Israël.

On comprend mieux pourquoi les pays arabes progressistes comme l'Algérie, la République arabe unie, la Syrie et l'Irak se sentent étouffer dans ce quadrillage et cherchent à en desserrer les mailles. Les occidentaux l'ont compris et Israël est une pièce de taille pour canaliser l'agressivité des

pays arabes et affaiblir leurs gouvernements, tout en mystifiant la gauche européenne.

Les régimes progressistes arabes doivent éviter de tomber dans le piège. Reprendre la lutte ouverte contre Israël ne peut faire que le jeu des occidentaux, et risquerait de conduire à un nouvel échec. Les perspectives d'action paraissent plutôt être les suivantes: a) obtenir l'évacuation des territoires occupés et reconnaître l'état d'Israël, ce qui affaiblirait la position de ce dernier; b) favoriser la guérilla et le sabotage en territoire palestinien; c) développer l'infrastructure économique et consolider les structures politiques et sociales de ces pays; d) encourager et appuyer l'avènement de régimes populaires dans les pays capitalistes comme le Liban, l'Arabie séoudite, la Libye et la Jordanie.

La R.A.U. a déjà posé un geste dans ce sens. Il faudrait qu'elle confronte ses vues avec celles de la Syrie, de l'Irak et de l'Algérie pour que ces quatre états établissent une stratégie commune dans leur lutte contre l'impérialisme.

la société d'habitation du Québec

Le nouveau ministre aux Affaires municipales annonce la politique de la S.H.Q. Et quelle politique! premièrement, allocation de logement pour les travailleurs à faibles revenus; qui en retirera le plus? les propriétaires de taudis qui pourront augmenter le prix du loyer, étant assurés de le percevoir. Deuxièmement, subsides pour la démolition et la reconstruction; lorsque les propriétaires seront incapables de louer leurs logements, parce que ceux-ci tomberont en ruine, le gouvernement leur donnera des fonds pour démolir et recommencer à neuf. Troisièmement, pouvoir aux municipalités pour exproprier et revendre des terrains, construire, acheter et vendre des logements, en assurer la gérance; excellente mesure si elle se doublait de la municipalisation du territoire. Comme ce n'est pas le cas, on peut s'attendre à une jolie spéculation foncière et immobilière de la part des conseillers municipaux et de leurs amis. Et tout cela bien sûr pour le plus grand bien du petit peuple!

sh. b.



Situation révolutionnaire dans les républiques andines

“Une chaîne de bras et de mains tendus — presque toujours tendus en vain depuis des siècles, toujours — s’étire au-dessus des monts de la Cordillère, sur ses pentes, tout au long des grands fleuves et à l’ombre des forêts, pour unir leur misère à celle de ceux qui périssent lentement” . . .

(Deuxième déclaration de La Havane)

la Mort du Soleil

L’enfer des dieux déchus, dans le plus beau pays du monde. Car ils étaient des dieux, pour se construire là, au sommet du monde, au cœur du paysage lunaire qui se dresse entre le désert de la Côte et les forêts vierges et l’Amazonie. Ils avaient de l’or, beaucoup d’or, ils en faisaient des objets splendides, à la gloire du soleil qu’ils adoraient. Ils chantaient. Ils ont fini de chanter. Leurs cités sont détruites. Leurs objets, manteaux, vases, sont devenus, dans les musées, la pitance des experts en civilisation. Mais la vie créatrice de civilisation, elle n’est pas disparue. Ils sont là, toujours, au sommet de leurs montagnes. Ils se sont tus, depuis longtemps. Ils ont

cessé d’adorer le Soleil.

Quito, capitale de l’Equateur, limite nord de l’Ancien Empire. Le premier choc. Un choc brutal, qui secoue tout l’organisme plus encore qu’une première promenade dans les bidonvilles des capitales sud-américaines. Une avenue moderne, trottoirs larges et respectables, restaurant aux fenêtres propres, maisons colorées. Trois couventines, que l’on pourrait confondre avec celles d’ici. Puis deux indiennes. On ne comprend plus. Visages sombres, fermés, visages qui viennent de très loin, pensées obscures, informulées, au-delà de nos concepts occidentaux. Elles sont habillées de façon bizarre; de grandes robes colorées, sales, lourdes, belles, un chapeau, et un enfant sur le dos. Elles marchent lentement, elles ne vont nulle part, elles ne parlent pas, ou elles se disent des mots que nous ne pouvons pas comprendre. Puis les autres, plus nombreux, plus sales, plus misérables, dans les quartiers réservés, desquels pourtant l’entrée ne nous est pas défendue: Gringos? Du moins pas les gens biens de la cité.

De Quito, cap au Sud, vers la capitale déchue, très loin, et plus loin encore le grand lac. Un

pays grandiose, qui n'est pas à la mesure de l'homme, où il y a des hommes pourtant. Il n'y a plus qu'eux maintenant. De loin, des taches colorées. Leurs ponchos. Des profils de volcan. Des pics neigeux. Terre gelée. Quelques herbes. Pommes de terre. Maïs. Ou des troupeaux de mouton, ou de vaches, ou de lamas, plus haut. On respire mal alors, on a la nausée. Et on voit des huttes, parfois couvertes de neige, perchées aux endroits les plus inattendus. Terre séchée. Toits de chaume. Pas de fenêtres. Des trous. Du vent. De la neige.

Et c'est ainsi de jour en jour, jusqu'à Cuzco, jusqu'au lac Titicaca, jusqu'à l'Altiplano de la Bolivie. Jadis un empire immense, structuré. Avec des routes, des relais, des cités soigneusement construites. De grands travaux d'irrigation, des terrasses pour cultiver les pentes. Jadis un témoignage unique de justice sociale. Jadis de la nourriture pour tous, même durant les mauvaises périodes. Jadis pour tous le droit de vivre. Jusqu'à l'arrivée d'une bande de pirates espagnols qui massacrent leur Empereur de façon ignoble, les trompent, volent leur or, le fondent, renflouent les banques européennes et commencent la colonisation et l'évangélisation de l'Amérique du Sud.

dépossession des Andes ou l'Indien dévoré

Amérique latine, réservoir immense de matières premières essentielles au fonctionnement de l'industrie des pays développés. Réservoir de main-d'oeuvre à bon marché. Les conquêtes répondaient à un besoin précis de l'économie des nations développées de l'Europe. Et l'Indien allait jouer un rôle précis dans ce phénomène.

Dès que les pirates espagnols eurent assassiné sauvagement l'empereur Atahualpa, débuta le processus d'exploitation brutale qui allait mener à ce qu'on appelle la "dégénérescence de la race indienne". L'Indien est dépouillé de sa terre. Il devient un instrument de production. Il y a beaucoup à produire, dans l'empire Inca; il y a du sucre, du coton, du maïs, des minerais;

il y a de l'or, de l'argent. L'Indien est lié à un propriétaire puissant à qui il doit payer un tribut de travail. Plus tard, il sera soumis au travail salarié forcé. Et lorsque le propriétaire foncier perdra ce privilège légal, il s'emparera de l'Indien en l'attirant sur ses terres, puis en faisant en sorte qu'il s'endette. Dès lors sont assurés des revenus considérables aux propriétaires terriens. L'Indien ne coûte pas cher. S'il préfère vivre seul, on emploiera d'autres moyens pour se l'approprier. Il y a, encore, en dehors des "latifundias", beaucoup de communautés d'Indiens qui possèdent collectivement des terres. Vestiges de l'ayllu, noyau indigène de l'empire Inca. Terres misérables qui ne suffisent généralement pas à satisfaire tous les besoins de l'Indien. Il doit vendre sa production. Les prix sont contrôlés par les latifundiaires, par le marché "national", et l'Indien vend son produit d'abord à des intermédiaires qui en tirent des profits énormes. Il se verra forcé, les prix de ses produits baissant, de vendre, du moins à temps partiel, sa force de travail, à un prix dérisoire.

Fondamentalement, la situation de l'Indien est la même aujourd'hui qu'aux premiers temps de la Conquête. Et l'Indien est partie intégrante, essentielle, du fonctionnement de l'économie des républiques sud-américaines. Fonctionnement qui engendre, à l'intérieur du pays, des disparités énormes dans les conditions de vie. Lima, capitale du Pérou, est une ville moderne, riche, magnifique. Certaines régions du Pérou sont parmi les régions les plus sous-développées du globe.

"Le développement du capitalisme engendre donc un sous-développement de plus en plus grand de la communauté indienne, comme à peu près partout ailleurs. Ainsi le "problème de l'Indien" est celui de la lutte continue pour la simple survie, dans un système dans lequel il est la victime, comme la plupart des autres, d'un développement capitaliste inégal... C'est une bataille perdue que livre l'Indien depuis quatre siècles."

(Andrew G. Frank: "Sur le problème Indien")

Quatre siècles qui ne l'ont pas tué. Qui l'ont mutilé, qui l'ont assoupi. Cuzco, six heures du matin, ciel clair. Froid, neige parfois. Pieds nus dans leurs sandales, couverts de leur éternel poncho, le visage impénétrable, ils errent à la recherche de travail. Ils forment 63% de la population bolivienne, 48% de la population péruvienne, 38% de la population équatorienne. Sans doute plus, car on n'avoue pas qu'on est indien, de même qu'on se dit espagnol quand on est métis. Car le sang inca coule en fait dans les veines de la presque totalité de la population des républiques andines, sauf dans celles des grandes familles qui possèdent les terres. 1.5% des grands propriétaires possèdent en général plus de 50% des terres dans ces pays. Propriétaires qui réinvestissent leurs profits dans les affaires rentables du pays; la bourgeoisie nationale a parti lié avec la vieille aristocratie terrienne. Ainsi, au Pérou, le développement accéléré des centres commerciaux et industriels sur la Côte, Lima en tête, dérive directement du sous-développement de la Sierra.

Il est clair que l'Indien n'est pas la seule victime du système. Mais il en est, comme le Noir dans la zone des Caraïbes ou aux Etats-Unis, la plus exploitée, et ce fait met en lumière les rouages de ce système. D'autre part, il est essentiel de bien se figurer l'importance et la signification de la présence indienne dans les trois républiques mentionnées, pour bien comprendre le déroulement du processus révolutionnaire, et son échec relatif jusqu'à maintenant, tandis que la lutte se poursuit toujours avec succès en Colombie ou au Vénézuéla.

“Certes, pour ceux qui les ont considérés presque comme des choses et non comme des personnes, cette humanité ne compte pas, elle ne comptait pas et certains croyaient qu'elles ne compteraient jamais. Force de travail aveugle, elle devait être utilisée comme on utilise un attelage de boeufs ou un tracteur.”

(Deuxième déclaration de La Havane)

les républiques dévorées

L'Avalée des avalées... il se produit à l'échelle internationale le même phénomène qu'à l'échelle nationale. Le scandale est qu'un pays possède suffisamment de ressources pour se développer normalement et se trouve en fait dans un état d'indigence totale. Potentiellement, le Vénézuéla serait le deuxième pays le plus riche. Or il doit se contenter d'un revenu per capita dix fois inférieur à celui des Etats-Unis d'Amérique. Et l'écart s'accroît. De même que s'accroît l'inflation, le déficit de la balance des paiements. A tel point que les gouvernements fantoches des républiques sud-américaines, par la voix de leurs dignes représentants, se permettaient au deuxième Punta del Este, de poser au président Johnson le problème de “l'inégalité de l'échange”. Le prix des matières premières, fixé plus ou moins unilatéralement par les firmes américaines, diminue en même temps que celui des produits manufacturés augmente. Les prêts et crédits accordés par le gouvernement américain aux républiques ne suffisent même pas à couvrir le financement des exportations nord-américaines à l'Amérique du Sud.

Et dans cette mascarade, les gouvernements sont les représentants, les chiens de garde, des immenses monopoles qui, sous des noms divers, contrôlent toute la production latino-américaine, et qu'on retrouve ailleurs, ici, en Afrique, en Asie. “Patino Mines and Enterprise Consolidated”, qui contrôlait la presque totalité de la production de l'étain bolivien, est la filiale d'une entreprise qui possède des ramifications jusqu'en Asie du Sud-Est, et contrôle totalement la production et le raffinage de l'étain à travers le monde. “Patino” fixe le prix de l'étain, qui représente 90% des exportations totales de la Bolivie. Et le prix de l'étain baisse continuellement. Pendant la guerre de 39-45, la Bolivie est devenue la seule source d'étain des Etats-Unis. Le gouvernement bolivien s'apprêtait à voter une loi du travail qui aurait entraîné une hausse du prix de l'étain, ou une baisse de sa production, ce que



les Etats-Unis ne pouvaient supporter. On fit pression sur le gouvernement. La loi ne fut pas votée. Les mineurs se mirent en grève dans les mines les plus importantes, celles de Catavi. On ferma le magasin de la Compagnie, seul endroit où les mineurs et leurs familles pouvaient s'approvisionner. Le 21 décembre 1942, 8,000 mineurs, femmes, enfants, se rassemblèrent devant le magasin. On tira sur eux. Trois cent morts. La production reprit. On crevait de faim. On continue à crever de faim. Et l'armée continue à veiller à la bonne marche de la production.

Pérou: la quasi-totalité de la production du pétrole est entre les mains d'une filiale de la "Standard Oil"; l'"American Smelting Company" et la "Cerro de Pasco" s'occupent du cuivre. La "Bell Telephone Company", de tout le système électronique. L'"Anderson Clayton", de la laine et du coton. En Equateur, la production des produits de base, dont la banane, qui représente plus de 50% des exportations totales du pays, est entièrement contrôlée par des monopoles US. En Bolivie, l'"International Smelting Process" reprend le contrôle des mines d'étain nationalisées en 1952. La "Standard Oil" est toujours présente, qui a encouragé la guerre meurtrière du Chaco (1928-35) pour s'assurer le monopole de grandes étendues pétrolifères. Pour tous ces monopoles, l'Amérique latine représente un terrain de choix pour l'exploitation, qui leur rapporte des bénéfices de 50% à 200% supérieurs à ceux qu'ils réalisent aux USA. En 1962, les sociétés américaines y ont dirigé 23.2% de leurs investissements totaux et en ont retiré 40% du total des profits sur les capitaux yankee investis à l'étranger. Et l'Amérique latine est le réservoir de plusieurs matières premières dont les Etats-Unis ont besoin.

Ces entreprises criminelles ne reculent devant aucun moyen pour assurer la bonne marche de leurs affaires. Disposant à la fois du support de la bourgeoisie autochtone, de l'appareil gou-

vernemental, et donc de l'armée et de la police; d'autre part, des nombreux services que le gouvernement américain met à la disposition de leurs alliés de l'Amérique du Sud. Une seule norme de justice sociale: il est nécessaire que les travailleurs mangent au moins assez pour pouvoir travailler! Ainsi "l'Alliance Pour le Progrès" devait étouffer les revendications sociales par un programme d'aide et de réformes d'ailleurs poussées un peu loin aux yeux de certains gros bonnets. On a su faire entendre raison à Kennedy et Johnson devait évoluer du néo-colonialisme à un colonialisme brutal. Les crédits, accordés d'ailleurs suivant certaines conditions qui impliquent d'intenses problèmes nationaux (Par exemple, programmes d'austérité qui ont inmanquablement conduit à des désordres sanglants partout où ils ont été appliqués), ces crédits sont bien en deca de ce que prévoyait l'Alliance, et sont en général accordé plus largement aux gouvernements les plus réactionnaires de l'hémisphère. Ainsi, le montant d'aide accordé au Brésil fut doublé après le coup d'état. Coups d'état qu'on n'hésite d'ailleurs pas à provoquer le cas échéant, si un gouvernement se montre un peu brutal à l'endroit des monopoles américains. Au Pérou, le général Odria, en 1948, Perez Godoy, en 1963. L'Ambassade américaine à Lima est un immeuble magnifique, imposant, moderne, dans les coulisses duquel se tirent les ficelles de la politique péruvienne, et dans les caves duquel sommeille un "nécessaire de répression" dans le genre char-anti-émeute.

Le cas de la Bolivie est plus patent et monstrueux. La Standard Oil et les Banques américaines s'emparaient vers 1920 de ce grand pays où quelques millions d'habitants, pour la plupart en haillons, crèvent de faim et de froid sur les hauts plateaux. Ce sont des Indiens. Ils peuvent travailler dans des mines à haute altitude. C'est cela qui compte. Et de maintenir le prix de l'étain. Excédé par la famine et la misère, le peuple prenait d'assaut les édifices gouvernementaux

de La Paz, en 1946. Le prix de l'étain ne pouvait monter. Celui des aliments importé grimpait sans cesse. Les salaires étaient bloqués. On tirait sur les femmes qui manifestaient dans les rues froides de La Paz. La rébellion n'était pas organisée, une junte s'empara du pouvoir, et une terrible répression s'engagea en Bolivie, jusqu'à ce que Paz Esterensso, politicien progressiste qui avait été éloigné par suite des manoeuvres de l'ambassade américaine, soit élu en 1952, et réussisse à entrer au pays à la faveur d'un soulèvement populaire. Il entreprit aussitôt de nationaliser les mines d'étain et de faire une réforme agraire. Mais les US demeurant le principal acheteur, le gouvernement Esterensso dut faire, pour obtenir des crédits essentiels à la survie du pays, des concessions énormes au gouvernement américain. De nouveau, un régime d'austérité fut instauré, puis un gel des salaires qui maintenait les habitants dans un état de misère intolérable. Puis Esterensso fut judicieusement remplacé par une junte militaire ayant à sa tête le général Barrientos, triste individu sous le gouvernement duquel les réformattes d'Esterensso sont anéanties. Un monopole US s'occupe plus efficacement des mines. Et le bon élève Barrientos dispose de l'aide d'un considérable appareil militaire US pour écraser les premiers mouvements de guérilla que connaît la Bolivie.



Pendant ce temps, pendant que, solidement supporté par les gouvernements, les trusts US pillent systématiquement l'Amérique latine, pendant que les oligarchies locales drainent leurs fortunes vers les banques européennes ou nord américaines, l'Indien, ainsi exploité à un double degré, continue à vivre silencieusement, replié sur lui-même, stoïque ainsi depuis quatre cents ans. Le revenu per capita, au Pérou, est de \$160, en Equateur \$143, en Bolivie \$72. L'espérance de vie, de 48 à 55 ans au Pérou, de 43 à 48 ans en Equateur, de 40 à 45 ans en Bolivie. 60% des péruviens (80% dans les campagnes) sont illettrés. Mais la Sainte Alliance, face à ce dernier

problème, a prévu des crédits de \$150,000,000. Or il y a approximativement 150,000,000 d'illettrés en Amérique latine! Tel est le prix de la prospérité des entreprises US qui daignent investir dans l'Hémisphère.

le pouvoir du peuple

La solution est claire, aussi claire que la situation qu'elle entend régler. La violence exercée dans les Andes est fondamentalement de la même nature que la violence exercée au Vietnam, que la violence exercée à l'intérieur même des Etats-Unis. Les mêmes noms partout, les mêmes buts, le profit à tout prix, au prix de vies humaines, au prix même de la production rationnelle des biens de consommation. Ceci implique, au Pérou, en Bolivie, la prise du pouvoir par le peuple. Ceci implique l'établissement d'une politique dont l'un des premiers mouvements sera la suppression des monopoles, le partage des terres. Ce que ni les monopoles, ni les propriétaires, n'accepteront sans avoir employé tous les moyens à leur disposition, si odieux fussent-ils. Le bombardement au napalm commence à être appliqué au Pérou, et en Bolivie, pour éliminer les foyers de guérilla. Les propriétaires disposent du gouvernement national, de l'armée, de la police; ils savent utiliser judicieusement l'armée s'ils perdent le contrôle du gouvernement. La police est partout au Pérou. Un contrôle d'identité est exercé à l'entrée du moindre village. Les monopoles, eux, disposent de moyens plus sérieux. Car une réforme agraire est pensable. Mais il n'est pas question de saboter la "Standard Oil." Les monopoles disposent donc de la puissance économique, politique et surtout militaire des Etats-Unis. En 1961, l'accroissement de l'aide économique à l'Amérique latine était de 7%, celui de l'aide "technique" de 10%, celui de l'aide militaire, de 83%. En quelques années, l'aide militaire est passée à 67 millions de dollars. Et on a appris, à St-Domingue, que les US n'hésitent pas devant l'intervention militaire massive pour "les actionnaires de ce gouvernement", ainsi que décrits par Johnson lors d'un banquet quelcon-





que des fantômes du Big Business.

Face à cela, les peuples d'Amérique latine ont tout de même décidé d'agir. Et d'agir efficacement. On a découvert que la résistance massive, les grèves, les soulèvements populaires, ne menaient nulle part, sinon à exaspérer la frustration, à provoquer des morts inutiles. On s'est soulevé, à Bogota, un jour de 1948. Bilan: 3,000 morts. Aujourd'hui il règne une atmosphère étouffante, violente, sourde, dans cette ville. Ce jour 'Bogotaza' est gravé dans la mémoire collective. Sous prétexte de guerre civile entre les partis conservateurs et libéraux, 300,000 colombiens furent tués entre 1952 et 1958. On ne compte plus les massacres de mineurs en Bolivie. Les mineurs s'étaient emparés des mines, en 1952. Esterensso put entrer au pays et prendre le pouvoir. Mais les conditions de travail ne s'améliorèrent guère, jusqu'à ce que Barrientos prenne le pouvoir et réduise les salaires de moitié. Les mineurs se souvinrent. Ils reprirent leurs armes, se regroupèrent en milice, s'emparèrent à nouveau des mines. On eut alors l'audacieuse idée, après avoir bombardé les mines, de se servir de trains blindés chargés de soldats et de mitraillettes. Ce fut grandiose, efficace. Tout est entré dans l'ordre en Bolivie. Tout est entré dans l'ordre de même au Pérou, où un demi-million de paysans ont occupé 300 haciendas en 1963. D'abord déconcerté et incertain quant à l'attitude à adopter (le gouvernement Belaunde avait promis une réforme agraire), le pouvoir choisit la voie la plus sage, et à partir de janvier 1964, des incursions meurtrières de la police vinrent à bout des usurpateurs.



Tout aussi inefficace s'est révélée l'action des mouvements de gauche, partis communistes de tout acabit, du moins en ce qui concerne les républiques Andines. Immanquablement, des cadres de partis communistes qui traitent avec le pouvoir en sont venus aux attitudes les plus réactionnaires. Après le Bogotazo, le P.C.C. faisait une alliance avec le parti même qui était au

pouvoir au moment de la répression. Soucieux avant tout de conserver les privilèges qu'il a durement acquis, et même une certaine latitude financière, le parti communiste en vient à traiter d'aventuriers les militants guérilleros du pays. Au Pérou, la gauche, ou bien, via l'APRA, a opéré un formidable virage (Haya de la Torre, aujourd'hui, se réclame d'Einstein pour appuyer l'impérialisme américain), ou bien, s'épuise en de vaines querelles idéologiques. En 1966, même après la vague de guérilla au Pérou, le Congrès de la Fédération des Etudiants du Pérou ne parvenait pas à s'élire de Comité Exécutif du fait de la division de la gauche en partis trotskyste, pro-chinois, pro-soviétiques, et autres groupuscules. Le groupe trotskyste a à son crédit une action simultanée de terrorisme à Lima et d'occupation des terres dans la vallée de Convencion, région de Cuzco, sous la direction de Hugo Blanco. Mais, comme il était prévisible, le mouvement échoua, au moment où on découvrit et emprisonna les chefs. D'abord ceux de Lima, puis ceux de la campagne, y compris Blanco qui pourrit dans les prisons péruviennes sans avoir subi de procès. En Bolivie, un parti qui se disait communiste, le MNR rassemblait un grand nombre d'indiens misérables, se faisait porter au pouvoir et modifiait radicalement sa doctrine, pactisant avec l'impérialisme et la bourgeoisie. Telle fut la révolution bolivienne.

la guerilla dans les Andes

Face à cela, des révolutionnaires latino-américains ont décidé d'appliquer un nouveau modèle de lutte, qui a réussi à Cuba, modèle systématisé par Guevara, et plus tard par Debray, et que leurs auteurs ont tenté d'appliquer en Bolivie. Les principes essentiels de cette forme de lutte sont la concentration du commandement politique et du commandement militaire en un commandement unique qui doit se trouver en campagne, dans la zone de guérilla. En effet, c'est de la campagne que doit s'engager le mouvement de libération, qui s'appuie alors sur les paysans frustrés de leurs terres. La guérilla consiste en

un groupe restreint de guerriers spécialisés, groupe mobile, dont l'activité principale, outre la formation politique des masses par la propagande, est de harceler l'armée par des coups de main rapides et meurtriers, de façon à la démoraliser et à encourager le peuple, dont la guérilla représente l'avant-garde révolutionnaire. Jusqu'au moment où, la guérilla étant assez forte, les conditions deviennent favorables pour une action de masse et la prise du pouvoir. Cette issue finale de la guérilla devient toutefois improbable du fait de la présence massive de militaires et matériels yankees qui se manifesteront lorsqu'une guérilla deviendra très forte. Il est très improbable que l'expérience de Cuba puisse se renouveler, les USA étant avertis du danger de ce genre de révolution. Alors sans doute, la guérilla doit être envisagée plus globalement, comme un moyen de harceler des Etats-Unis et de les forcer à des efforts considérables en provoquant des guérillas puissantes simultanément dans plusieurs pays. C'est le sens du dernier texte de Guevara; "créer deux, trois Vietnam."



Cette forme de lutte a maintenant été appliquée dans plusieurs pays d'Amérique latine. En Colombie d'abord, qui a la plus vieille histoire révolutionnaire. Dès 1948, après l'assassinat du leader socialiste Gaitan, des guérillas s'organisèrent en Colombie. Il se forma, à l'intérieur du pays, des provinces contrôlées par la guérilla, où était appliqué le programme politique de la guérilla, programme de justice sociale. Ces provinces finirent par tomber aux mains de l'armée. Mais dès lors se créèrent plusieurs groupes plus mobiles, dont le plus important l'ELN, est né en janvier 1965. Il multiplia les coups de main audacieux; la mort du Père Torres, qui avait joint l'ELN, en février 1966, souleva une vive émotion dans le pays. Il semble donc qu'en Colombie, comme au Vénézuéla, la guérilla jouisse de l'appui des masses, qu'elle encourage dans leurs revendications.

Il en est autrement au Pérou, et, semble-t-il,

en Bolivie, quoiqu'au moment actuel, nous manquions d'informations pour juger de ce qui s'est passé dans le triangle rouge de la Bolivie. La guérilla était déclenché au Pérou en 1965, par un groupe dissident de l'APRA, le MIR, sous la direction de Luis de la Puente. L'action du MIR souleva une vive émotion. Il se créait différents fronts portant les noms d'empereurs incas, au centre et au sud de la Sierra. Chaque front se repliait dans une zone de sécurité. A la fin de l'été, la répression s'organisa sérieusement. On promulga des lois d'urgence pour venir à bout des "voleurs de bétail". On bombardait la Sierra. Un deuxième groupe se fonda à ce moment, l'E.L.N. qui pratiquait une tactique différente, plus mobile, plus souple, sans s'appuyer sur des zones de sécurité que l'armée eut vite fait de démanteler etc. En octobre, Luis de la Puente et les principaux chefs de la guérilla sont tués. Un peu plus tard, l'ELN connaît le même sort. Il y a une répression terrible, assassinats de suspects, de collaborateurs, emprisonnements sans procès. Peu de réaction populaire, au niveau des ouvriers comme à celui des paysans.

Il est question, dans la guérilla, de conditions favorables que la guérilla peut faire surgir en partie, en commençant. L'important est d'avoir le support de la population, sans quoi la guérilla est absurde; les paysans pourront servir d'agents de liaison, loger et nourrir les guérilleros. Dans le cas du Pérou, il ne semble pas que cela se soit produit. Mis à part les erreurs tactiques, comme la création de zones de sécurité connues de tous, il semble que le support des paysans ait manqué à la guérilla naissante. De même, le fait qu'ouvriers et paysans aient assisté sans réaction au démantèlement de la guérilla. Le cas est plus clair en Bolivie, s'il est exact qu'on a trouvé le journal de campagne du chef de la guérilla en Bolivie et principal théoricien de la guerre de guérilla, Che Guevara. Il aurait déclaré qu'il lui manquait l'appui de la population, que les gens de ce pays étaient "impénétrables", réfractaires aux enseignements des guérilleros. Une paysanne aurait trahi le groupe. Il est à noter que plu-

sieurs chefs de cette guérilla étaient des étrangers, venus de l'Argentine, du Chili ou de Cuba.

Ainsi donc, le cadre décrit par Debray et Guevara ne se serait pas appliqué parfaitement dans cette circonstance. Les paysans n'auraient pas compris la guérilla. Ce qui peut sembler d'abord étrange, étant donné les mouvements de masse spontanés fréquents dans l'histoire de la Bolivie et les actions comme l'occupation des terres au Pérou. Ces actions répondaient à une frustration directe, organiquement sentie par les paysans du Pérou ou les ouvriers de Bolivie. Dans un cas, la privation de terres, ce à quoi les Indiens, dont plusieurs vivent encore dans des communautés, sont très sensibilisés; en Bolivie, la hausse du coût de la vie, le gel ou même la baisse des salaires qui frappe brutalement la po-

pulation et la décime. Mais il y a loin de cela à une prise de conscience des mécanismes de l'exploitation, de la nécessité de remplacer un système, de prendre le pouvoir. La gauche, au Pérou comme en Bolivie, ne dirigeait pas ces mouvements, du moins n'avait-elle pas créé une prise de conscience profonde chez les classes opprimées. De telle sorte que, par exemple, le soulèvement de 1946 en Bolivie, inorganisé et pourtant réussi, a profité à une autre clique de tyrans sanguinaires qui ont pris le pouvoir à ce moment.

Et c'est là qu'intervient le facteur "indien". Il y a environ douze millions d'Indiens quechuas et aymaras dans les pays andins, dont peut-être trois ou quatre millions ne comprennent pas l'espagnol. Il y a des petites communautés d'indiens,

photos : gilles dostaler



dans la Sierra péruvienne, tellement isolées, que leurs membres ne se savent pas même péruviens. Tel est la population de ces zones avoisinant la jungle, d'où opèrent les guérilleros. Or c'est à ce point justement qu'il est essentiel que le guérilleros jouisse de la compréhension et de l'appui d'une population. Les indiens, exploités économiquement, sont en même temps "culturellement" aliénés, depuis la Conquête. On a sauvagement décimé une population de nature essentiellement différente de la population européenne. Le résultat aujourd'hui; l'Indien est loin, très loin, il mâche de la coca, il boit, il est réfractaire au blanc ou même au métis face auquel il opte soit une attitude servile, soit un mutisme absolu. La tâche du guérilleros est donc énorme, et la guérilla ne peut provoquer aussi facilement qu'en Colombie ou au Vénézuéla une réaction populaire totale et enthousiaste.

Est-ce dire que l'Indien ne peut faire la révolution, ou qu'il ne le veut pas (argument populaire de la réaction; l'indien, le Noir, est satisfait de sa condition). Evidemment pas. Et, au contraire, la population indienne représente une puissance révolutionnaire explosive, et qui a explosé déjà, après la Conquête, avant de capituler et de s'endormir, d'un sommeil dont elle pourra brutalement se réveiller. Masse doublement exploitée, expropriée, bafouée, méprisée, elle retient le passé et ressurgira violemment. C'est elle sans doute qui détient la clé de l'avenir du mouvement révolutionnaire dans les républiques andines.

g.d.

BIBLIOGRAPHIE

Nous ne prétendons pas présenter une bibliographie exhaustive; tout au plus signaler quelques ouvrages et revues dont nous avons tiré certains renseignements, et qui pourraient servir de point de départ pour une étude plus approfondie des problèmes soulevés dans le texte qui précède.

Béals, C., "L'Amérique latine, monde en révolution", Payot, 1966

Bhagwati, Jadish, "L'économie des pays sous-développés", Hachette, 1966

Debray, Régis, "Révolution dans la révolution", Maspéro, 1967

Guevara, Ernesto "La guerre de Guérilla", Maspéro, 1962

Lentin, Albert-Paul, "La lutte tri-continentale", Maspéro, 1966

Revues:

Foreign Affairs, avril 1967: "The Alliance lost its way", pp 437-448

Monthly Review:

Novembre 1965, "The Peruvian Revolution", Luis de la Puente

Février 1967, "Review of the month . . ."

La Nouvelle Revue internationale:

Février 1967, "Une expérience nouvelle, les guérillas en Colombie", R. Lopez

Mai 1967, "La Révolution en Amérique latine" Daltan et Miranda

Partisans:

No 26-27, "L'Amérique latine en marche" (thème du numéro)

No 28, "La Bolivie après le putsh", Guillermo Lora

No 31, "Révolution, insurrection, guérillas au Pérou", A. Pumaruna

No 37, "Cuba et le castrisme en Amérique latine" (thème du numéro)

Les Temples modernes:

Janvier 1965, "Le castrisme, la longue marche de l'Amérique latine", Régis Debray

Septembre 1967, "Violence, révolutions et modifications de structure en Amérique latine", John Gerassi

les états-unis: ÉTAT MILITARISTE?

L'état militariste aux Etats-Unis s'est imposé contre le "gouvernement du peuple, pour le peuple et par le peuple". Les sorciers de l'armée et de la grande industrie utilisent les ressources naturelles des Etats-Unis pour maintenir "leur paix" par la force. Dans une ère de bouleversements sociaux et d'agitation révolutionnaire, l'état militariste se charge d'intervenir pour le maintien et l'expansion du capitalisme, en justifiant cette attitude par une conception fascisante du monde fondée sur l'irréductibilité des antagonismes qui opposent les hommes entre eux. L'état militariste s'appuie sur une structure économique au sein de laquelle toute politique de paix véritable amènerait une crise profonde qui ruinerait les gros industriels et provoquerait de grandes vagues de chômage.

En janvier 1961, Eisenhower, dans son discours d'adieu comme président des Etats-Unis, avertissait la nation d'un grand danger qui menaçait la démocratie américaine: le "complexe militaire-industriel". Il déclarait:

"Nous ne devons jamais permettre à cette combinaison de mettre en danger nos libertés ou nos méthodes démocratiques. Rien, en vérité, n'est définitivement garanti. Seuls des citoyens vigilants et bien informés peuvent rompre ce

véritable engrenage de la gigantesque machine industrielle et militaire de défense, à l'aide de méthodes et d'objectifs pacifiques de façon que la sécurité et la liberté puissent prospérer de concert."

Le président Kennedy qui lui succédait, était conscient de la croissance du militarisme américain; il avait choisi un civil capable de dominer l'organisation militaire: Robert S. McNamara. Ce nouveau Secrétaire à la défense avait l'intention de faire respecter la suprématie de l'autorité civile déléguée par le peuple: le Président et son Secrétaire de la Défense sont les responsables de la guerre et de la paix et non une caste de militaires et d'industriels. Il essaya de mettre au pas les militaires du Pentagone: il écoutait leurs jugements, mais il ne les acceptait pas automatiquement. Les chefs militaires n'admirent jamais que leurs avis sur les questions relevant de leur compétence ne puissent être suivis à la lettre. McNamara, symbole de l'autorité civile sur les militaires, vient d'annoncer sa démission en novembre 1967. Il a appris à ses dépens et aux dépens du peuple américain que, dans l'Etat militaire, toute parole qui n'est pas la parole des militaires ne vaut pas un pet de lapin.

le militarisme, un phénomène récent dans l'histoire des États-Unis

Les Américains furent traditionnellement anti-militaristes. Les Pères Fondateurs qui ont rédigé la Constitution Américaine en 1787 savaient qu'une caste militaire permanente et puissante constituait le pire ennemi de la démocratie. Conscients du problème, ils créèrent une Constitution dans laquelle il était clair que le contrôle de l'armée reposait entre les mains des représentants du peuple démocratiquement élus. Le Président est le chef des forces armées et le responsable de la défense nationale. Le Congrès, tous les deux ans, vote les crédits que l'armée doit justifier. Ces deux clauses étaient nécessaires, selon Hamilton, pour éviter le militarisme. Celui-ci, dans les "Papiers Fédéralistes", disait :

"Le gouvernement est obligé, en présence de menaces perpétuelles, d'être toujours prêt à les affronter; le nombre de soldats doit être tel qu'il puisse permettre une défense instantanée. Parce qu'on risque continuellement d'avoir besoin de ses services, le soldat voit son prestige grandir, tandis que se dégrade d'autant la dignité du citoyen; la condition militaire s'élève au-dessus de la condition du civil. ... par degrés, les gens sont amenés à considérer les soldats, non seulement comme leurs protecteurs, mais comme leurs supérieurs; de là à les considérer ensuite comme des maîtres, il n'y a qu'un pas, facile et rapide à franchir; et il est très difficile, lorsqu'un peuple cultive de tels sentiments de le persuader d'opposer une résistance hardie et efficace aux usurpations appuyées par la puissance militaire."

Les États-Unis, jusqu'à la deuxième guerre mondiale, avaient pris la bonne habitude, une fois les hostilités terminées, de réduire les dépenses militaires au strict minimum. Ils anéan-

tissaient ainsi toute formation de caste militaire. En 1945, la société américaine renonçait à ses traditions anti-militaristes: les militaires avaient persuadé le peuple qu'ils étaient indispensables.

la prospérité par la guerre

Le président Franklin Delano Roosevelt, à cause de la guerre, amorça dès 1941 le développement de l'Etat militaire au détriment de l'Etat providence (Welfare State). Roosevelt qui avait été tant décrié par les industriels pour sa législation sociale du "New Deal", dut faire appel à ces mêmes industriels pour organiser la production de guerre qui devait mener les Américains à la victoire sur les États fascistes. Des patriotes, chefs d'industries, travaillèrent pour le gouvernement "à un dollar par an"; ils exigeaient cependant que l'Etat providence fasse place à l'Etat militaire (Warfare State), moins soucieux de critiquer le capitalisme américain. Ils déclaraient :

"La guerre ne peut être gagnée que s'il y a unité nationale, et il ne peut y avoir unité nationale que si la nation désarme ses critiques en renonçant aux actions dont ces critiques se plaignent."

Cette priorité donnée à la guerre allait permettre un changement d'élites dans le gouvernement américain. Les militaires du département de la guerre disposèrent bientôt de milliards dominateurs. L'armée prit la direction complète du pays, de sa main-d'œuvre, de ses équipements. Ces militaires étaient conseillés par les représentants des intérêts de la grosse industrie. Les trois-quarts des commandes de guerre furent accaparées par la grosse industrie. La fusion entre les intérêts de l'armée et ceux de la grosse industrie était chose faite en temps de guerre.

La guerre avait apporté le pouvoir aux militaires et la prospérité aux industriels. La paix représentait un danger. L'objectif des militaires et des industriels fut de réaliser "une économie de guerre permanente". Après 1945, une série d'efforts continus fut entrepris pour persuader le peuple américain de la nécessité d'avoir une



armée puissante pour faire face à la menace communiste.

le maintien de l'État militaire en temps de paix

A la fin de la guerre, l'armée américaine fut en grande partie démobilisée: de 16 millions de soldats, elle fut réduite à 1 million. Les généraux songèrent alors au service militaire obligatoire pour perpétuer l'Etat militaire, l'Etat caserne. La caste qui s'était formée pendant la guerre, convainquit le peuple américain par la propagande qu'une forte armée permanente en temps de paix était nécessaire pour sa sécurité. En 1948, le Congrès vota une loi de la conscription valable pour deux ans. Les parlementaires qui s'étaient opposés à cette mesure déclarèrent:

"L'armée dépense des quantités énormes de l'argent des contribuables pour obtenir un système permanent de conscription. L'armée a agi comme si elle était l'organe qui définissait la politique de la nation... Le Congrès ne peut se permettre de devenir la simple estampille d'un groupe d'officiers opiniâtres qui veulent prussianiser la nation et qui sont prêts dans cette opération à saboter nos défenses."

La guerre de Corée en 1950 rendit permanente la loi de la conscription. Depuis lors, les généraux, assurés d'avoir des soldats, continuent la course aux armements sans rencontrer d'obstacles insurmontables. Le Congrès devient décoratif en ce qui concerne les problèmes de la paix et de la guerre. Il a abdiqué ses responsabilités de contrôler les militaires. Les progrès de la technologie militaire empêchent de les contrôler efficacement. Le représentant Vinson, président de la commission des forces armées de la Chambre, déclarait en 1949 que "... même une décision présidentielle sur les armements et le budget militaire ne devrait pas être prise en considération parce qu'elle n'est pas le point de vue des militaires. La source suprême des juge-

ments concernant les affaires militaires est constituée par les chefs d'état-major interarmes, c'est en ces derniers que je placerai ma confiance pour ce qui est des besoins de notre défense nationale." La suprématie des militaires sur les civils est d'autant plus dangereuse que ceux-ci disposent de moyens formidables pour persuader l'opinion publique. Si l'on prend le budget de 1962, l'on s'aperçoit que 52.7 milliards sont des crédits militaires, si l'on ajoute 3.7 milliards pour le programme spatial, l'aide internationale, les services aux anciens combattants, les intérêts de la dette publique contractée lors des guerres précédentes, l'on constate que sur chaque dollar dépensé dans le pays par le gouvernement fédéral, 77 cents sont utilisés pour payer les guerres du passé et pour la préparation des guerres du futur. Cette puissance économique des militaires leur apporte de nombreux alliés. L'"Agence américaine pour le contrôle des armements et le désarmement" a étudié les conséquences économiques d'un arrêt dans la course aux armements:

"La commission établit que, dans quatorze Etats, un pourcentage élevé de la main-d'oeuvre industrielle totale est employée dans les industries de guerre. Celles-ci absorbaient 20% de tous les emplois industriels dans sept Etats... Utah, 20.4%; Arizona, 20.6%; Connecticut, 21.1%; Californie, 23.3%; Nouveau-Mexique, 23.8%; Washington, 28.6%; Kansas, 30.2%."

D'autres Etats dépendent du département de la défense en ce qui concerne les salaires versés dans les camps, les forts, les bases et autres installations militaires. Si on tient compte du facteur de multiplication en économie, c'est-à-dire le nombre d'emplois des commerces et autres activités alimentés par les salaires des militaires, c'est l'économie de toute la nation qui est liée aux industries de guerre, aux militaires. La prospérité des Etats-Unis dépend de la course aux armements.

Cette course n'est pas contrôlée par les dirigeants élus par le peuple. Ce sont les généraux

et les industries de guerre qui établissent les normes de cette course. Il arrive souvent que des millions soient dépensés sans bâtir une sécurité nationale efficace. Un général de l'aviation Joseph T. McNarmey défendit en 1950 l'avion B-36. Avion qui devait se révéler désuet durant la guerre de Corée. Ce général prit sa retraite en 1952. A sa sortie de l'aviation, il devenait président de la compagnie qui avait fabriqué le B-36. Devant la Commission Hébert du Congrès américain, il reconnut avoir obtenu un contrat de 5 ans à \$75,000 par année et ensuite un contrat de 10 ans à \$30,000 de la compagnie. Tout cela disait-il est arrivé par hasard, sans préméditation.

Lorsque Eisenhower réduisit le budget de l'armée de l'air de 5 milliards de dollars, l'affaire fut portée devant le Congrès et la Presse.

Les services de l'armée de l'air se livrèrent à une guerre de propagande à partir des associations et des publications qu'ils contrôlaient. Des membres du Congrès comprenant que des réductions d'armements signifiait chômage et diminution de la prospérité, firent pression auprès du Président. Le "lobby" des armements fut cependant tenu en échec cette fois là par le président Eisenhower.

Pour justifier son pouvoir économique, l'Etat militaire défend une certaine conception des relations internationales. L'Association de l'Armée de l'Air en 1961 déclarait:

"L'humanité ne pourra subsister indéfiniment dans un monde qui resterait à moitié libre et à moitié esclave. La préservation du STATU QUO ne saurait constituer un objectif national adé-

quat. La liberté doit enterrer le communisme ou être enterrée par lui."

Les groupes de pression liés au complexe militaire-industriel présentent le conflit avec le monde communiste comme un conflit irréductible. Tous ceux qui essaient d'améliorer les relations entre le monde libre et le monde communiste, sapant ainsi la base de l'Etat militaire, sont accusés d'être des partisans de l'apaisement et de la subversion, de favoriser une politique de capitulation et de refus de la victoire.

Les étiquettes fournies par la propagande militariste empêchent toute discussion rationnelle.

la résistance à l'Etat militaire

Les Américains se sont chargés de cette tâche énorme. Les structures du gouvernement américain permettent à des hommes élus d'éviter un tel gaspillage des ressources nationales. Les Américains eux-mêmes actuellement contestent les prétentions de l'armée et de la grosse industrie, ils remettent en question les fondements mêmes de l'Etat militaire en exigeant un autre destin pour l'humanité que la guerre. Ils se rendent compte que la croisade anticommuniste prêchée par les militaires appauvrit et ruine les Etats-Unis. Le monde est trop vaste, trop complexe pour qu'un seul peuple, qu'un seul système puissent le dominer. Les Américains ne pourront pas continuer indéfiniment à supporter les saignées qu'occasionnent les "actions de police".

r.d.m.





photo: Patrick Nollier

La guerre américaine au Vietnam

Pour défendre sa domination économique et militaire sur une grande partie du monde, le gouvernement des Etats-Unis recourt aujourd'hui à des méthodes guerrières qui dépassent de loin les crimes nazis les plus écoeurants.

Le gouvernement des Etats-Unis, à la tête duquel se trouve les assassins Johnson, Rusk et Mc Namara, défend ainsi les intérêts des grandes compagnies américaines qui, en pillant littéralement les pays sous-développés, réalisent des profits énormes. Jusqu'à maintenant, on a jeté suffisamment de miettes à la population américaine pour que cette dernière ne se soulève pas contre le régime politique et économique américain. Le président Johnson et sa clique, solidement appuyés par la C.I.A. et l'armée, sont prêts à tout pour défendre ce régime. Pour défendre leur empire, les Etats-Unis ont attaqué la Corée, envahi Saint-Domingue, occupé le Vietnam; ils ont appuyé partout les gouvernements les plus réactionnaires, comme aujourd'hui, par exemple, ceux de Grèce, d'Indonésie, du Brésil, de l'Argentine et de la Bolivie, du Pérou et du Vénézuéla, de l'Inde et de l'Afrique du sud.

Dans ce contexte, il est clair que l'occupation du Vietnam du sud par l'armée américaine et

l'agression de l'aviation américaine contre le Vietnam du nord ont pour objectif principal d'empêcher que la lutte de libération nationale du peuple Vietnamien ne compromette l'hégémonie américaine sur le sud-est asiatique. Il est clair aussi que le gouvernement des Etats-Unis accepte de prendre le risque de déclencher une troisième guerre mondiale afin de maintenir, dans un Tiers-Monde au bord de la famine et dans une Europe de plus en plus insatisfaite, sa domination économique, politique et militaire. Les Etats-Unis de 1967, c'est l'Allemagne hitlérienne renaissante: les Etats-Unis cependant, et c'est là une différence importante, sont aujourd'hui incomparablement plus puissant que ne l'était l'Allemagne au sommet de sa force. L'extermination d'un peuple ne se fait plus dans le secret des camps de concentration mais au grand jour. De plus, le sort fait maintenant par l'armée américaine au peuple Vietnamien pourrait bientôt être fait aux noirs américains eux-mêmes ou encore à n'importe quel autre peuple qui oserait entrer en lutte contre les intérêts de la "Great Society". La terreur yankee a commencé au Vietnam: on y bombarde les populations civiles au napalm et au phosphore; on y détruit des hôpi-

taux, des églises, des écoles et des digues; on y enferme les paysans dans des camps de concentration où ils sont empoisonnés; on y enterre vivants des femmes, des enfants et des vieillards; on y dévaste les récoltes, on y décime les troupeaux et on y intoxique des populations entières à l'aide des produits chimiques et des gaz les plus nocifs; on y écartèle les enfants de trois ans et on y mitraille des villages entiers.

Cependant, le déchaînement de toute la machine de guerre du pays le plus riche et le plus puissant du monde ne réussit pas à venir à bout de la résistance acharnée d'un petit pays sous-développé. Contre la résistance armée d'un peuple entier, les moyens traditionnels dont dispose une armée régulière, si puissante et bien équipée soit-elle, sont inefficaces. Ne pouvant pas recourir aux armes nucléaires à cause de la trop grande possibilité d'une réaction brutale de la Russie, les Américains ont donc recours de plus en plus à des moyens visant à terroriser et à affamer la population qui leur résiste. C'est là le sens des destructions de récoltes et de l'emploi de produits toxiques contre la population vietnamienne. Mais, cette tactique ne réussissant pas plus que les précédentes, l'armée américaine se verra de plus en plus acculée à choisir entre l'extermination pure et simple, avec le risque de guerre totale contre la Russie que cela implique, et le retrait inconditionnel des troupes américaines hors du Vietnam qui passera alors inévitablement, selon la volonté du peuple vietnamien tout entier, à un régime socialiste.

Il serait assez risqué de prédire laquelle de ces deux solutions prévaudra. Cependant, il est peu probable que le gouvernement américain risque une guerre avec la Russie qui impliquerait la destruction quasi totale des deux pays. Il est possible, au contraire, que le gouvernement américain, sous l'administration qui suivra celle des canailles actuelles, procède à un repli hors du Vietnam. Toutefois, même si cela se produit, dans un laps de temps et selon des modalités qu'il n'est pas facile de prévoir, les risques de voir se dé-

velopper, dans une autre région du monde (au Moyen-Orient ou en Amérique Latine, par exemple), un conflit du même type que celui du Vietnam ne seront pas éliminés. Car la guerre du Vietnam, avec toutes les horreurs qu'elle entraîne, n'est qu'une conséquence découlant du fait que la société américaine, telle qu'elle est actuellement organisée politiquement et économiquement, tire sa prospérité de sa domination sur le Tiers-Monde et sur l'Europe dont elle bloque le développement social et économique. La rançon de la prospérité américaine, c'est la famine en Inde, c'est aussi la misère des noirs américains. C'est aussi, très près de nous, la pauvreté de 30% des familles montréalaises, de 50% des familles de Québec, le dépeuplement de l'Abitibi et de la Gaspésie.

Je ne veux pas dire par là que nous payons aussi cher que les indous ou que les paysans boliviens pour la prospérité de l'Amérique; je veux seulement dire que, même si nous recevons de la part des grandes compagnies américaines un peu plus de miettes que les mineurs du Chili, notre cause est la même que la leur. Pour les grandes compagnies américaines, la guerre du Vietnam représente des profits colossaux; pour les travailleurs québécois, c'est le début de l'inflation, du chômage, de l'insécurité. Pour les étudiants, c'est un système d'éducation pourri et l'impossibilité de s'intégrer à une société paralysée dans son développement du simple fait que, de plus en plus, il est plus rentable pour les financiers américains d'investir dans l'industrie de guerre que dans les filiales des industries américaines au Québec. Ce n'est pas le Président du Trust Général du Canada devenu conseiller économique de l'union Nationale, ni les pérégrinations de M. Johnson à New York, ni les petites chicanes entre MM. Kierans et Lévesque qui changeront quoi que ce soit à cela. Le Québec dans la confédération canadienne sera toujours le Québec de la main-d'oeuvre à bon marché, parce que la Confédération canadienne n'est qu'un moyen commode pour que s'entendent entre elles les compagnies américaines et anglo-





ETNAM.

IBÉRE

M

ERICAIN
OYEZ
MANS.

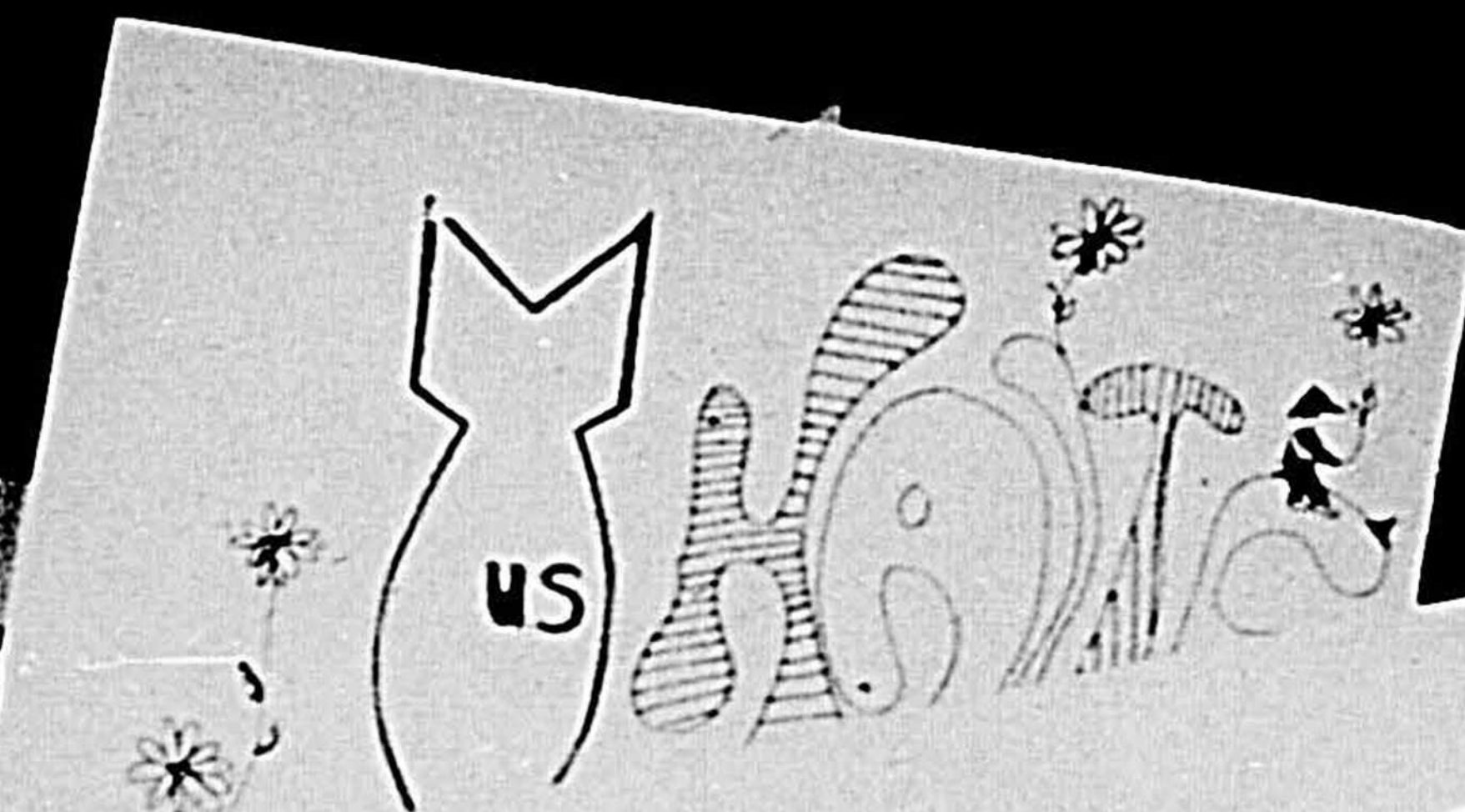
RECONNA

D'

F.N.I.L

RECONNAISSANC
DU

F.N.I.L



LA GUERRE
est un bon
PLACEMENT



Investissez

canadiennes sur le dos des travailleurs québécois, que ces derniers soient ouvriers, employés, cultivateurs, fonctionnaires, enseignants ou étudiants; le Québec dans une Union Canadienne restera le Québec des fonctionnaires et des technocrates soucieux de mieux servir les intérêts étrangers plutôt que ceux du peuple québécois, parce l'indépendance politique n'est pas tout le remède à nos problèmes et aussi parce, dans le régime économique actuel, ce n'est pas en unissant une bourgeoisie québécoise rachitique à une bourgeoisie canadienne complètement soumise aux monopoles américains que nous réussirons à développer notre pays.

Il faut être conséquent et logique avec nous-mêmes. Si aujourd'hui nous manifestons contre la guerre criminelle que les Etats-Unis mènent au Vietnam, c'est que nous commençons à nous apercevoir que la défense des intérêts américains dans le monde n'a rien à voir avec la défense de la liberté et de la démocratie contre le communisme ou le "péril jaune". Si nous manifestons contre la terreur américaine au Vietnam, c'est que nous nous rendons compte qu'un régime qui, pour se maintenir, a besoin de la terreur et de l'extermination est un régime qui doit disparaître parce que foncièrement inhumain et condamné par l'histoire. Le développement du Québec dans l'intérêt et selon les besoins du peuple québécois, de l'ouvrier à l'étudiant et du petit employé au professeur d'université, ne peut se faire que contre la domination américaine au Québec et ceux qui la servent ou en profitent. Le gouvernement américain et les intérêts qu'il sert sont autant l'ennemi du peuple québécois que du peuple Vietnamien. C'est là-dessus que notre solidarité avec le peuple du Vietnam se fonde réellement. Le peuple québécois se rangera de plus en plus avec le peuple du Vietnam et avec toutes les nations opprimées contre les assassins de Ben Barka, de Patrice Lumumba, de Che Guevara, contre ceux qui affament les peuples du Tiers-Monde et abrutissent de la plus écoeurante propagande les travailleurs des pays occidentaux. Le peuple québécois se rangera de plus en

plus aux côtés de ce peuple de "noirs lynchés, d'intellectuels persécutés (et) d'ouvriers contraints d'accepter la direction de gangsters" qu'est le peuple américain tel que l'a défini Fidel Castro.

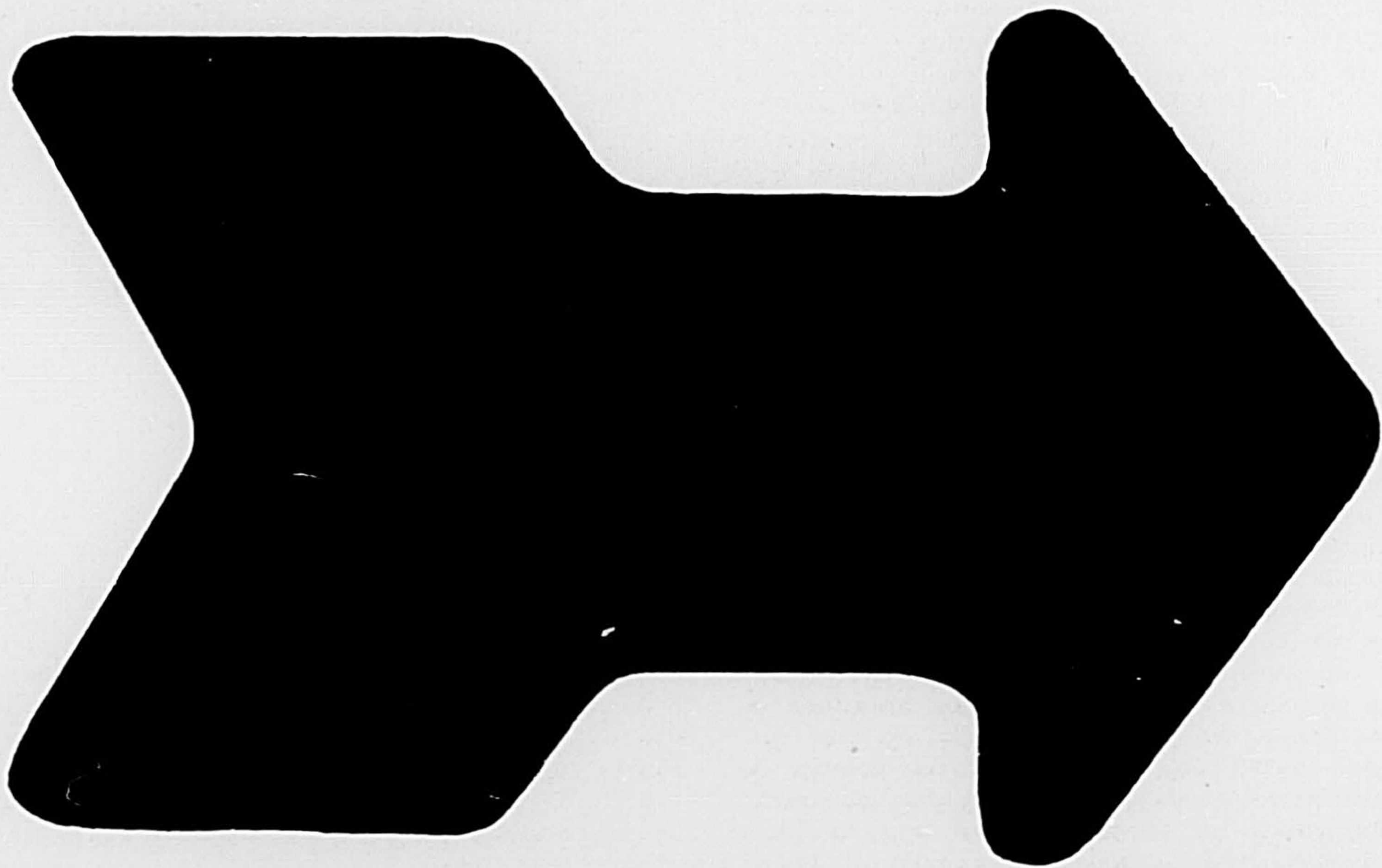
La guerre que le gouvernement et l'armée américaine mènent au Vietnam vise directement à préserver la domination économique et militaire des Etats-Unis sur les pays du sud-est asiatique et du Tiers-Monde en général. La lutte du peuple Vietnamien contre l'agression américaine est une lutte de libération nationale et une lutte pour la construction du socialisme qui représente aujourd'hui le seul moyen pour les nations dominées de sortir du marasme et de la misère où les ont jeté l'exploitation économique et la domination politico-militaire des pays occidentaux.

Cette lutte du peuple vietnamien remet ainsi en question, au prix d'incroyables sacrifices, la domination yankee sur les pays sous-développés; elle remet par le fait même en question le fondement même d'une société gouvernée par l'alliance étroite entre la Maison Blanche, le Pentagone, le F.B.I., la C.I.A., l'armée, les grandes entreprises, les racistes de toute sorte et cette filiale de la grande entreprise qu'est devenue la centrale syndicale AFL-CIO sous l'émérite direction de George Meany.

La lutte des noirs américains contre une société qui les rejette et les maintient dans un état d'exploitation et de misère répugnant, rejoint la lutte du peuple vietnamien. Demain, le soulèvement des peuples d'Amérique Latine contre les régimes fantoches soutenus par la C.I.A. pour défendre les intérêts des grandes compagnies américaines, ira dans le même sens. Demain aussi, la lutte du peuple québécois pour sa libération, pour la destruction d'un régime politique favorisant l'exploitation des travailleurs québécois par les entreprises américaines et par leurs valets québécois et anglo-canadiens, s'inscrira dans ce mouvement général qui se dessine aujourd'hui dans le monde et qui a comme fin le renversement d'un système criminel d'exploitation des peuples.

l.r.

**québec
parallèle**



LE en QUÉBEC mots DITS

pierre maheu

lettre à chamberland

Une histoire malheureuse a fait que l'espoir ait pris au Québec la forme de la douleur.

Jacques Berque

Mon cher Paul, voici donc enfin publié cet Inavouable⁽¹⁾ écrit il y a près de deux ans déjà. La post-face que je devais lui faire n'a jamais vu le jour: je ne vois pas comment je pourrais jouer les critiques littéraires devant cette oeuvre. J'en ai vu naître chaque page, nous en avons tant parlé... qu'il m'en reste une intimité, une proximité telles que je me sens parfois comme si c'était moi qui l'avais écrit! Je me prends pour un autre? Peut-être. Ou bien c'est justement que nous avons tous à avouer ça. Cette oeuvre, volontairement située au plus près du quotidien, de l'intimité d'un individu, rejoint la vérité intime de tous. Le succès de ce livre, c'est que tu y as trouvé le moyen de dire un "Je" qui permet à chacun l'aveu de l'inavouable.

Reste à savoir si cette démarche est une catharsis ou un retour — encore une fois — à la complaisance morbide de l'autodénigrement. Projection libérante, analyse démystificatrice, ou poésie suicidai-

re? C'était le risque d'un tel livre. Ta volonté rigoureuse d'y tuer toute démagogie, toute éloquence... ton acharnement à y rechercher la prose témoignent qu'il ne s'agissait pas de complaisance. Et pourtant, c'est un fait, ce livre est un chant. Le désespoir y envoûte. Et même cette dernière protestation, cette phrase prosaïque s'il en est "Je ne suis pas un con", cette dépoétisation brutale, cette nomination bête de notre mal — même elle y prend encore une valeur lyrique. Même quand Orphée se veut dépouillé de toute séduction, sa voix brisée chante encore. Tu restes poète, veux veux pas. Et c'est ce qui fait peur. Il y a des gens qui refusent ce livre. Qui y voient une démission, une fin. Et je me dois d'admettre qu'elle m'apparaît comme formidable, ta volonté d'aller jusqu'au fond de ta (notre) folie. Parce qu'on ne sait jamais si Orphée remontera...

entre démente et démagogie

C'était en 1965-66. Le moment où nous vivions L'Afficheur Hurlé. Le M.L.P., l'espoir du Parti révolutionnaire, les matraques, les arrestations, notre intransigeante morale du militant. L'impression que la vraie vie, le vrai combat pouvaient peut-être se passer ici. L'impression que nous réintégrions l'Histoire. Nous avons cru arrivée l'heure des travaux des actes menés posés ensemble, nous avons cru instaurée l'impossible praxis, nous avons imaginé un moment que nous ne vivions plus hors des fureurs nouvelles hors des chantiers du monde. En tout cas, nous l'avons proclamé, affiché, hurlé. Nous nous conquérions à la fois le pays et l'amante. Et tes premiers livres proclamaient aussi haut l'amour-salut que la révolution. Mais...

Mais l'Union Nationale allait bientôt reprendre le pouvoir. Et

si nous en étions inconscients, il y avait tout de même une part de nous-mêmes qui savait que nous n'étions pas sortis du bois. Nous savions, mais ne pouvions l'admettre, que l'ancienne damnation se perpétuait. Notre rigidité moraliste, notre activisme parfois, nous protégeaient contre son envahissement. Nous niions l'inavouable pour tenter de nous en sortir. Et c'était démagogie. Mais nous nous battions précisément contre lui en nous, nous nous faisons hommes contre lui, et accepter son immuabilité, admettre sa survivance en nous, c'eût été nous abandonner à la démence. A moins qu'il fût possible de nous en débarrasser par l'objectivation. J'écris, disait Michaux, pour que ce qui était vrai ne soit plus vrai. D'où ce livre-exorcisme que tu as fait, cet inavouable envers de L'Afficheur.

officiant-terroriste- suicidaire

Le point de départ, c'est cet "in illo tempore" de la torpeur servile et catholique, c'est toute cette mauveté si longtemps amassée entre les plis du devoir et de l'obéissance. Un univers de valeurs que nous connaissons bien, où nous avons tous nos racines. Et il n'est pas surprenant que, de Saint-Denys-Garneau (comme si on arrachait un masque de ma figure) à Anne Hébert (je tiens ma vie au poing comme un faucon) et à Miron, tes mots recourent ceux de tous les poètes de notre mal-être. Notre passé est fait de démission et d'impuissance, c'est un monde fermé. Hors de l'enclos point de salut, écris-tu. Et ce thème est encore celui d'une pièce que nous venons de voir, L'Enclos ou l'Ame à poil, de Claude Levac. Ce complexe est collectif, c'est le mal canadien-français.

Le deuxième moment, c'est la révolte. Pour sortir de la vie lar-

vaire que je mène, il faut détruire ceux qui nous ont fait ça. C'est ce à quoi appelait l'Afficheur. Le meurtre libérateur. L'envie de tuer le juge. Mais justement, on nous a faits tels que notre violence se retourne contre nous. Le terroriste est suicidaire. L'univers de la violence: il vivait en moi, mais défendu, prohibé. Dans la mesure même où elle n'est que l'antithèse de notre aliénation, notre révolte retombe dans le cercle vicieux de l'autodestruction.

Face à cela, à l'univers-impuissance et à l'univers-violence qui est ma vie, il y a la solution possible: la tendresse qui est pourtant la seule vérité. Sortir de soi, aimer, ce serait assumer du même coup notre humanité et le monde où elle s'exercerait. La Femme serait alors médiatrice: j'irai jusqu'en tes hanches étreindre le chiffre du monde, j'irai traquer la chose, et je saurai qu'en toi par toi tout ce qui vit au monde m'est donné partagé. Mais l'inavouable c'est justement l'impossibilité de sortir de soi, de l'Enclos. Ils m'ont séparé de toi... je t'aime mal comme un homme accablé d'un pays de mauvaise vie... le triste amant que voilà. L'amour-salut serait sans cesse à recommencer, à reconquérir contre la présence de l'échec. Ce dont il devrait nous sauver le détruit: trop, c'est trop, et tu te serais épuisée à ce sauvetage incessant. Cet amour est appel à l'autre; mais on ne peut se sauver que soi-même; la preuve en est que la réciproque ne fonctionne pas: je ne sais pas t'aimer te dérober à tes phobies. Vouloir que l'autre nous attende, nous soutienne, nous rende à la vie, c'est bien; mais après tout nous sommes tous dans la même position, et personne ne peut être cet autre. Nos amours meurent parce qu'il n'est pas vrai que deux malheurs additionnés fassent un bonheur. Chacun pour soi est donc renvoyé à la lutte contre sa négation qu'il porte en soi:

je sabote mon amour même, en proie aux fureurs au dessein de vivre contre eux tous. Eux tous en chacun de nous. Si bien qu'au terme de l'inavouable, Orphée-Désiré reste seul avec ses hantises: ton absence est trop éblouissante pour que je puisse te dire te rappeler.

et maintenant?

Ce livre n'a pas de fin, il se termine hors du temps, sur la double impossibilité du meurtre et de l'amour. Et il ne s'agit plus alors de l'individu: le récit fait allusion à quelque chose... à ce qui n'est pas arrivé, à ce qui aurait pu arriver, à ce qui n'arrivera peut-être pas: l'ÉVÉNEMENT COLLECTIF qui, manqué, détraque inexorablement l'histoire individuelle de Désiré fait qu'il ne lui arrivera jamais rien. Nous sommes en sursis, dans le temps bloqué d'avant la révolution. Et il nous reste à nous demander que faire en attendant.

Bien sûr, on pourrait continuer indéfiniment d'avouer: ça ne sera peut-être jamais dit. Mais à quoi bon? Il nous faut aller ailleurs. D'une part, il y a le relativisme de l'action: chaque pas en avant rapproche la vraie vie, même s'il n'y paraît pas. Fin de l'absolutisme: l'idée de salut et celle d'éternité se tiennent; or nous avons l'éternité malheureuse. L'idée de bonheur, elle, est d'aujourd'hui: on peut avoir des bonheurs. Ce pluriel est à la mesure de l'homme d'en attendant. Et la conquête de notre humanité ne sera jamais chose faite, socialisme ou pas. Être un homme n'est autre chose que de se reconquérir sans cesse sur l'inhumain. Nous serons toujours en attendant. Et c'est dans cette lutte, dans ce travail même qu'il faut trouver une place pour l'espoir.

D'autre part, et de plus en plus, nos fantômes sont démystifiés, nos hantises désamorçées, l'inavouable avoué. Et maintenant, la parole

elle-même peut se permettre de se prendre moins au sérieux. Notre malheur lui-même se relativise. Bientôt nous pourrions en rire. L'ignominie nous apparaît sous les traits de la tipoperie. Nous commençons à nous accepter, parce que nous commençons à changer. L'humour a ses vertus... Orphée remonte peu à peu, bientôt il chantera les chansons de tout le monde. Et puis les chansons de tout le monde changeront, nous changerons les choses peu à peu, nous serons assez libérés de nous-mêmes pour pouvoir tuer sans suicide. Nous serons des combattants comme les autres, rien de plus, rien de moins. Avec nos joies et nos défaites, notre part quotidienne d'hommerie ordinaire. Et alors, poète, tu nous feras des chansons à boire et à danser, une bonne histoire de fesses de temps à autres (ça fait du bien), des chansons à pleurer aussi. Et puis un jour, avec la même simplicité, ces nouveaux chants de mort et de victoire dont parlait le Che.

Salut. Ne reste pas collé à Paris trop longtemps. Il y a du travail à faire au Québec.

(1) Paul Chamberland, d'INAVOUABLE, Editions Parti Pris, déc. 67.

aider les Saltimbanques

Quand ce sont les flics qui obtiennent les pleins pouvoirs — interrompre brutalement un spectacle, soumettre des comédiens à des examens médicaux infâmant — on peut dire que la morale, la vraie, est en danger.

Quand des individus assez peu respectables pour se faire flics ont à porter des jugements sur ce qui est beau ou non, la liberté consiste à s'opposer.

Un comité, formé par Mmes Nancy Côté et Françoise Loranger, et MM. Maurice Blackburn, Paul Buissonneau, Guy-L. Côté, Martial Dassylva, Réginald Hamel, Jacques Languirand, Luc Perreault et Jean-Robert Rémillard a été formé pour aider à la défense des 9 comédiens des Saltimbanques — et à la défense de la liberté d'expression tout court du même coup.

Faire parvenir sa contribution au Comité pour la défense des neuf, C.P. 65, Station "G", Montréal 18.

Qui n'est pas contre les flics-censeurs est avec eux. Faites votre part. p.m.

les "zarts zartis- tique"

thérèse dumouchel

Un théâtre sans contact avec
le public est un non-sens.

Brecht

avec buissonneau...

Jadis dans un Olympe vaporeux, des demi-dieux connus de nous par ouï-dire, tripotaient en silence des matériaux inaccessibles à notre expérience. De temps en temps nous tombait sur la tête, de ce ciel, un objet tout enveloppé que l'autorité en la matière artistique convenait à l'unanimité d'appeler: une oeuvre d'art, pour l'avoir entendu dire.

BUISSONNEAU — Les oeuvres qui viennent de l'extérieur, ça me fait un peu chier. Ça ne colle pas avec le quotidien des gens d'ici. On a l'impression qu'ils applaudissent par politesse.

De France ou des U.S.A., réalités inaccessibles, créateurs inaccessibles. Soumission de bâtards aux produits culturels. Relations superficielles. Culture de snobs.

BUISSONNEAU — Ce qui m'intéresserait, c'est de parler au ventre. Bien plus qu'à l'esprit. Utiliser des faits déjà ressentis par le spectateur et les grossir. L'atteindre là où la vie l'atteint et toucher suffisamment ses cordes sensibles

pour le provoquer. Qu'il cesse de refouler. Qu'il réagisse. Mais c'est difficile, le répertoire est limité. Il n'y a pas beaucoup de bonnes pièces. Il s'use vite. Il y a aussi tout un répertoire mal utilisé et qu'on ne peut pas reprendre. Le spectateur échaudé une fois n'y reviendra pas. Lorsque j'utilise un répertoire étranger, j'essaie de choisir quelque chose de suffisamment universel pour répondre à des préoccupations d'ici. Comme je l'ai fait pour La promenade du dimanche, j'essaie d'enlever tout ce qui se réfère de trop près à un autre contexte et n'aurait aucune signification pour mes spectateurs.

Il y a déjà prise de conscience de notre état de colonisés culturels. Cette prise de conscience permet à nos créateurs de s'affirmer; à nous, de nous intéresser davantage à nos propres productions mais il n'est pas certain que notre attitude fondamentale se soit profondément transformée.

BUISSONNEAU — Les gens s'en remettent encore trop à la critique. Le critique, c'est encore le curé qui leur dit ce qu'ils doivent penser. Et le critique en demande trop ou trop peu. Ou il s'attache à des détails insignifiants, ou il regrette de ne pas trouver dans une pièce telle ou telle de ses préoccupations qui n'y est pas.

Ce que Buissonneau ne dit pas mais que moi je pense et dis, c'est que le théâtre, pas plus que la musique contemporaine ne peut être compris à partir des schémas traditionnels. Primo, nos critiques sont toujours à se chercher des points de repaire dans le vieux théâtre psychologique. Ne comprenant rien au théâtre de leur temps, ils contribuent pour une grande part à renforcer chez le spectateur une vision réactionnaire de la production artistique contemporaine. Secundo, si par bonheur ils con-

naissent quelque chose à la technique de scène, ils en font rarement profiter leurs lecteurs. Et ils sont pour une bonne part responsables du fait que nos metteurs en scène nous apparaissent aussi interchangeables que s'ils arrivaient tout droit de Mésopotamie. Nous ne connaissons pas nos metteurs en scène. Nous ne savons pas encore qu'Untel n'est pas Untel, quels matériaux parlent davantage à celui-ci plutôt qu'à tel autre, comment il travaille, ses préoccupations. Bref, son originalité par laquelle il répond à CERTAINES de nos attentes. Les Cyniques sont plus cyniques que Clémence, plus tendre. On ne va pas aux uns et aux autres indifféremment. Il n'y a pas que la qualité du spectacle qui soit en cause. Chez nos metteurs en scène aussi, il existe de ces différences. Albert Millaire et Paul Buissonneau ne monteraient pas de la même façon la même pièce. Et pourquoi celui-ci préfère-t-il monter tel genre de pièces et pas celui-là? Le primitivisme américain est parvenu à réduire à néant l'hétérogénéité gastronomique par la mise en boîte des aliments (et du chef-cuisinier). Il y a des domaines où c'est notre propre goût de la conserve anonyme qui nous incite à neutraliser toute nourriture terrestre sous une bonne couche de ketshup. Et cette vision en est une de colonisés culturels vis-à-vis même de ce qui s'invente chez nous quand nous ne savons pas plus reconnaître l'originalité de nos propres créateurs, que s'ils étaient de parfaits étrangers venus de Paris pour trois jours.

BUISSONNEAU — Moi j'ai voulu que le Théâtre de Quat-Sous soit un endroit où les gens se sentent chez-eux. Tellement chez-eux qu'ils n'éprouvent pas le besoin de s'endimancher pour venir au théâtre. Tellement chez-eux qu'ils n'éprouvent pas le besoin de

ravaler leurs réactions. Qu'ils gueulent leur accord ou leur désaccord. Parfois, il y a des spectateurs qui appellent pour savoir qui a fait la mise en scène. Rien ne me fait plus plaisir. On ne posait jamais ce genre de questions autrefois.

Buissonneau, qui êtes-vous? On ne parvient jamais à vous embarquer sur un terrain rationnel.

BUISSONNEAU — Je ne suis pas un intellectuel. Lorsque je monte une pièce, je sens ce qu'il me faut. Je travaillais à treize ans, j'étais bourrelier il le fallait. Je travaillais avec des vieux, fiers de leur métier, qui m'ont donné le goût de l'ouvrage bien fait. Le midi, pendant qu'on cassait la croûte, je montais sur les soliveaux pour faire des singeries. Puis j'ai fait du théâtre de patronage. Dans mon quartier, les commerçants, les ouvriers faisaient du théâtre amateur. Nous avions un costumier qui possédait 40,000 costumes! C'est là que j'ai appris à rêver. Après, tout en travaillant, je suis allé aux cours chez Chancerel et finalement, il m'a engagé comme régisseur. Et, j'ai laissé le théâtre, je trouvais les gens de théâtre trop snobs, trop intellectuels. J'ai fait 5 ans avec les Compagnons de la Chanson. Nous sommes venus en tournée au Canada, j'y suis resté. Le directeur du service des parcs m'a offert La Roulotte, je n'ai plus jamais lâché le théâtre.

En atelier à 13 ans... théâtre de patronage... chez Chancerel... suis pas un intellectuel... jamais pu ouvrir un livre.. La Roulotte... Ce n'est pas sans importance pour comprendre Buissonneau acteur et metteur en scène.

la promenade du dimanche

Et La promenade du dimanche, côté signification?

BUISSONNEAU — C'est des petits-bourgeois. Dégénérés fatigués de naissance qui ne veulent pas réfléchir parce que c'est trop difficile. Pour eux, vivre, c'est souffrir. Ils se conditionnent à ce défaitisme et courent perpétuellement au-devant du malheur. Pas de conscience claire de leur condition, mais la sentent. D'où, ils s'assurent une sécurité par un ensemble de conduites répétitives et de lieux communs qui servent de réponse à tout. La mécanisation et la bureaucratie ont développé chez-eux une paresse mentale. Les media les conditionnent à une seule pensée. Ils laissent penser les autres à leur place. Les deux vieux sont repliés sur leur égoïsme de vieillards "dans mon temps...". L'enfant doit constamment s'excuser d'être là parce que sa spontanéité dérange les schémas tout faits des adultes. Les parents, par leur propre incapacité de vivre poussent l'enfant vers la mort.

Côté mise en scène?

BUISSONNEAU — Un problème. Faire marcher les comédiens dans un espace réduit. Nous est venue l'idée du trottoir en rond, la cage d'écureuil qui fait tourner jusqu'à épuisement. Les personnages tournent autour de cette fausse rue jusqu'à la mort. Le père et la mère, eux, ne crèveront pas dans la rue mais sur le trottoir un jour... ils ne seront jamais descendus dans la rue vraiment. Eclairages réduits au strict minimum: problème de sortie et de coût. Pas toujours satisfaisants. Utilisation de diapositives pour adoucir les espaces de temps, pour montrer le côté futile des réclames, le conditionnement par la publicité (sans trop car il faut rester centré sur les personnages). Jouer sur la suggestion. Par exemple, l'écran de cinéma vide avec musique excitante: suggérer comment le petit-bourgeois, minable, se raccro-

che au cinéma une fois par semaine pour y trouver sa ration de rêve.

notre portrait tout craché

La promenade du dimanche, c'est le tour de voiture des québécois qui s'endimanchent pour n'aller nulle part et ne se dépla-

de deux choses l'une

Au responsable des pages "arts et lettres" de "La Presse".

a/"Sans cesse proposer tout événement dans sa relation avec toutes les coordonnées de sa genèse réelle, au lieu que de l'isoler dans un seul aspect partiel — donc partial — de sa manifestation, et celle-ci renvoyant à de multiples autres structures que seulement celles de l'évènement..." A une bonne dizaine de personnes, de milieu, de métier et de sexe différents, cette phrase paraît claire et précise.

b/Pourquoi le texte de Comolli ainsi annoncé (celui dans lequel il dit pourquoi bien plus essentiel que de les trouver de bons musiciens de jazz il faut comprendre la révolte profonde, radicale et permanente de Cecil Taylor, Don Cherry, Archie Shepp et... Albert Ayler), pourquoi ce texte s'adressait-il au responsable des pages "arts et lettres" de "La Presse"? "Pour son choix d'un certain chroniqueur jazz", écrivais-je. Celui qui avait écrit qu'Albert Ayler ne se mêlait nullement d'un mouvement de violence et d'insurrection des Noirs dans le nouveau jazz. Albert Ayler qui disait à Louis Wintzner, dans "Le Magazine MacLean", édition française, de septembre 67: "Le nouveau jazz n'est ni résignation ni évasion par rapport aux Blancs; il est révolte et affirmation de ce qui est noir." Des fois qu'un chroniqueur jazz entendrait mal ce que joue Albert Ayler...

Ou le responsable des pages "arts et lettres" de "La Presse" ne lit pas ce qu'écrit son chroniqueur jazz, ou faute d'informations le croit, sans vérifier. Ou il tente hypocritement une opération de diversion, qui éloigne sûrement le lecteur du problème véritable de ce qu'est le nouveau jazz, affirmation d'un refus fondamental du Noir à être intégré plus longtemps à la civilisation américaine blanche.

Dans un cas comme dans l'autre, il fait le jeu d'un système fondé sur dénaturation Noir à être intégré plus longtemps à la société.

cent que pour changer le mal de place. En famille. Ce portrait du petit-bourgeois, cet homme d'entre-deux classes, pas assez riche pour tenir les rennes, pas assez défavorisé pour nier le système, il nous va comme un gant. Nous avons considéré si longtemps l'existence d'une classe moyenne en Amérique comme un sauf-conduit démocratique! Au théâtre, on nous donne l'occasion de prendre conscience de ce que c'est que la moyenne crapule en classe moyenne.

Sans autre participation active à la vie collective que celle de son gagne-pain, le petit-bourgeois vit replié sur la famille. Et comme les liens familiaux ne peuvent pas tout combler, les relations familiales deviennent vite viciées. On déverse son aigreur sur les enfants, on les accapare, on les tyrannise. Comme on a trop peu de conscience collective pour penser histoire et nation, on se rattrape sur sa progéniture immédiate sur laquelle on exerce la volonté féroce de se perpétuer tel qu'on fût ou qu'on aurait voulu être. Tristes fruits, et de quelles amours! Les tabous sexuels planent sur toutes les têtes petites-bourgeoises car sexualité suppose agressivité et enracinement. Or l'homme petit-bourgeois limité à son rôle de paternel, écarté d'un rôle social actif n'est pas un homme. Et sa compagne devient vite une femme consentante par devoir et exigeante de peccadilles par compensation.

Les petits-bourgeois de Georges Michel vont donnant-donnant. Jamais au-delà. Crispés sur des désirs frustrés détournés vers des fins médiocres, les petits-bourgeois rêvent peu. Ne projettent jamais. N'ébauchent pas de nouvelles relations. Ne vivent pas d'expériences personnelles qui n'aient reçu l'approbation de leurs voisins ou des autorités en place. Le petit-

bourgeois ne décrète pas mais il vit du système et n'en vit pas trop mal. Il préfère donc que rien ne change. Il est la plus grande force d'inertie de nos sociétés. N'ayant pas la maîtrise des transformations, il les redoute: puisque les choses ne vont pas si mal pour NOUS, autant rester ce qu'elles sont. Force passive qui ne fait pas l'histoire, il a développé une morale du statique: les choses ont toujours été ce qu'elles sont et le resteront toujours. Engoncé dans le corset du clan familial où chacun vit replié sur lui-même, les relations du petit-bourgeois avec ses semblables se limitent à des échanges de lieux communs. Georges Michel le met fortement en évidence. Toute perception d'autrui est en fonction de jugements pré-établis se référant à l'ordre établi. On répète des arguments d'autorité. On ne pense jamais soi-même, on pourrait prendre conscience de sa complicité. On vit du système donc, on s'en arrange. L'irrationnel devient raison supérieure de l'Etat ou de l'Eglise. L'injustice se transforme en priorités nécessaires et la violence de l'ordre établi est excusée sous de vagues principes d'ordre public.

La promenade du dimanche pourrait autant s'intituler: ceux qui dorment pendant qu'on assassine. C'est pour cela que cette pièce nous concerne tous. Nous avons vécu tranquilles, ni très riches, ni trop pauvres, isolés; la misère et la guerre, nous n'en avons jamais rien su que par oui-dire. Nous avons cru tout ce qu'on nous en a dit. Pris toutes les positions que l'on nous disait de prendre. Haï Hitler et les allemands Prié pour la conversion des petits chinois, Ecoute avec compassion les récits de nos missionnaires-martyrs échappés de derrière le rideau de fer. Nous avons cru tout ce que l'on a bien voulu nous faire croire et nous entêtons toujours à ne rien voir. Nous ne voulons pas

voir que des deux grandes guerres qui ont fait périr des millions d'hommes et suscité tous les drames sur lesquels nous pleurons au cinéma, nous avons largement tiré profit. Nous ne voulons pas voir que le tsar de toutes les Russies n'était pas aussi saint que le prétendent nos missionnaires-martyrs. Nous ne voulons pas voir que la richesse de M. Nelson Rockefeller ne lui est pas venue en vendant des lacets de bottines mais du profit de ses plantations du Vénézuéla où des sud-américains en guenille travaillent sous le fouet pour 20¢ par jour. Nous ne voulons pas voir que Guevara a été assassiné pour que tous les Rockefeller continuent à faire de bonnes affaires sur le dos de millions d'affamés. Nous ne voulons pas voir que nos ventes d'armements nous permettent de conserver notre haut standing de vie tandis que des asiatiques crèvent de NOS armes avec moins qu'une poignée de riz dans le ventre.

Depuis 1917, nous nous empiffrons sur la tête des autres. Nous ne voulons pas voir non plus que les Marchand, Kierans, Carrière et autres obèses nous proposent tout simplement de mourir esclaves avec l'assurance de mourir le ventre plein. Rien que ça! A mourir pour mourir... Pour voir cela, il faudrait d'abord voir que ceux que l'on matraque dans NOS rues sont les seuls à défendre nos intérêts véritables. D'abord voir quelle moralité défend l'ordre établi. La promenade du dimanche de Georges Michel, ça crève les yeux!

XENAKIS

Vendredi 1er décembre, à la Bibliothèque nationale, que Heaffely est décidément en train de transformer en un centre de culture vivant, Xenakis, en mots, en images et en sons.

Un homme à vous en couper le souffle. Partant du fait que les sons forment un groupe ordonné — comparable donc aux nombres rationnels — il établit une axiomatisation de la musique. En arrive à une musique probalistes. Met les ordinateurs à contribution pour créer non plus une œuvre à la fois, mais la possibilité de tout un ensemble d'œuvres (il suffit de changer paramètres et données d'entrée pour changer l'œuvre). Applique les mêmes principes à l'architecture. Et crée un univers sonore proprement inouï. Et une musique qui nous ébranle au plus profond de notre conscience d'hommes d'aujourd'hui.

On se souviendra de son œuvre musicale-lumineuse du pavillon français. A entendre en particulier: un disque comprenant trois œuvres: *Metastasis*, *Pithoprakta*, *Eonta*, sur disque le Chant du Monde, Grand Prix du disque de l'Académie Charle Cros.

p.m.

ce qu'on lit et rature ?

Jusqu'ici, c'était Raoul Duguay qui tenait à parti pris la chronique de littérature québécoise. Il a demandé à en être libéré pour pouvoir se consacrer tout entier à la création. Tant pis pour parti pris, tant mieux pour la poésie.

Quant à moi, je suis bien conscient de l'idée fausse que peut donner ma présence en cette chronique: on croira que c'est la littérature annexée par la politique. Ce que pourtant je n'ai nulle envie de faire. D'abord parce que je suis moi-même un littéraire égaré en politique. Et puis parce que le politique est (devrait être) au service de l'homme, que dit le poète. L'écrivain ne doit être "l'homme engagé" de personne. Il est libre. Libre regard. Libre praxis. Et son œuvre ne vaudra que si elle est "engagée" sur des motivations profondes, comme une roue d'engrenage s'engage sur la roue motrice.

Ceci dit, j'ajoute que je me fous de la littérature, si elle n'est que ce qu'on lit et rature aussitôt de son esprit, qu'un divertissement, qu'un formalisme. Il y a des choses dites qui changent celui qui les dit et celui qui les lit. C'est de cela que je parlerai ici: des mots dits qui nous changent et nous conduisent graduellement vers l'être québécois. Peu importe qu'il s'agisse de ce qu'on appelle d'ordinaire littérature, ou de journalisme, de radio ou de télévision, de dépliants ou de slogans. Tous les mots qui nous disent, les mots dits de notre québecité. Je ne viserai sûrement pas à parler de tout ce qui se publie ici. Mais je voudrais rendre compte de notre naissance verbale.

p.m.

leur dire dans leur langue

Il faut espérer qu'on comprenne un jour le travail effectué par Michel Garneau.

Dans la série radiophonique "Tradition and revolution", diffusée sur le réseau C.B.M./F.M., dans le cadre du programme quotidien "Ideas", le lundi 13 novembre, à 20 h. 30, Michel Garneau disait un texte qu'il avait écrit. C'était la troisième demi-heure ainsi enregistrée, réalisée toutes trois par Gilles Couture. Après *The physical discovery* et *Alienation and solitude*, c'était *Personal poetry in the collective, the collective as a personal theme*. Entre autres musiques utilisées par Michel, l'un des seuls auteurs radio du Québec qui comprenne et exploite le potentiel de ce moyen d'expression: Ti-Jean Carignan, Jean-Paul Filion au violon, le "Mama too tight" d'Archie Shepp. Garneau traduisait lui-même les poèmes qu'il citait. J'ai entendu cette dernière émission. C'était d'un impact extraordinaire. Pour donner une idée de la signification qu'avait un tel texte sur des ondes de langue anglaise, j'en rapporte les derniers mots.

p.s.

Seriously, what seems important to me is this and this I have to say: Poetry has exploded from a poetry of language to a poetry echoing action or the need for action. And now the quebecquois poet is in love.

He is sexually exulting.

Quebec is a woman just conquered and passion is at its greatest.

This if for me the most wonderful feeling of the new poetry.

And the proof of its sanity, that love is shown as the possible adventure, tragic and beautiful and redeeming, made possible in freedom and making freedom possible.

Woman is woman, men are men and woman is symbolic, for the men writing, symbolic of the future groping in the avenues of the present. Woman is the full-blooded incarnation of being with a future.

And she is no mother or sister, she is no eater of marrow.

She is the perfect other that you can win with a prize of joy in identity.

I am a man and you are a woman and we are here now. This is the message.

Women are in the fight and we fight for them, because they are part of us and we are part of them.

"My country my woman my land" Jacques Brault writes in the same breath. Paul Chamberland starts his long poem *L'afficheur* hurle with these words: "I write in the circumstance of my life and yours and yours my woman my comrades. "And a woman, a beautiful woman, Michèle Lalonde writes: "Let me name the world as your image that all things may bear the name of desire."

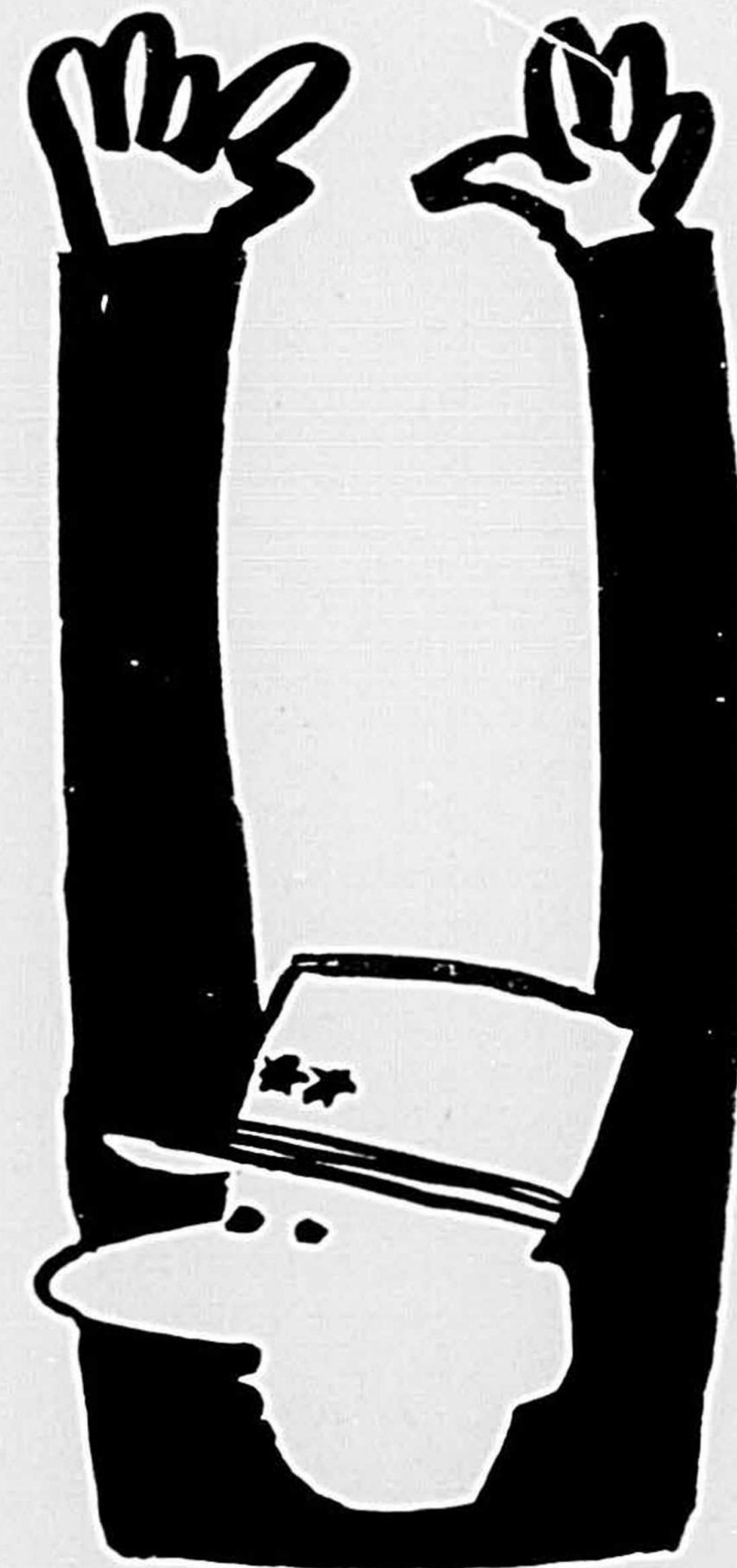
Woman, who was in our poetry like a shadow of pain. Woman who gave with her love the cutting image of death. Woman who was the most beautiful mirror of solitude. That woman has disappeared and given her place to:

Woman, the strong lovely companion, with her freedom of giving sexual joy opening the images of the joy of freedom. Woman the most beautiful mirror of the continuous quest for a social equilibrium enabling all to fall, and stay in love, outside of poverty and of the anguish of work badly paid, out of the delirium of un-speaking two languages, the delirium of groping for a self-expressing vocabulary in an alienated slang.

Yes, woman is the touchable dream that proves that we ARE.

If one believes in the power, in the forces of poetry, if one knows that poets are crazy people always a little in advance of their time, one is forced to admit that Quebec is a nation, that it will act as a nation, be crushed or tear away from its bounds,

that Quebec is.



de chacun selon ses capacités à chacun selon ses besoins

"Il y a dans ce Québec que nous voyons de trop loin (ignorant tout de ses problèmes autrefois, et croyant maintenant trop bien les connaître), il y a dans ce Québec trop peu d'hommes vraiment vivants. En cinéma, il y en a six ou sept, connus de nos lecteurs. Plus un critique qui depuis sept ans, seul contre tout et tous, s'efforce de faire vivre quelque chose: Patrick Straram. Les choses ont semblé quelque peu s'ouvrir, pour lui et le cinéma, quand parut à Montréal le numéro 1 de "Sept jours" qui le prenait comme chroniqueur. Straram devait s'y faire, avec ardeur, lucidité et fécondité, le défenseur et illustrateur d'une morale du cinéma." Michel Delahaye, Cahier du cinéma 194.

"Ci-inclus, vous trouverez deux critiques sur MASCULIN FEMININ de Godard. Une vient du journal "Sept jours" qui fait par ailleurs des critiques élogieuses sur Bunuel et autres; l'autre de votre ex-chronique "D'un écran à l'autre".

Je ne comprends pas M. Straram, et pourtant j'ai fait de sérieux efforts pour le suivre. Nous étions allés voir MASCULIN FEMININ en groupe à la première de ce film et notre jugement à tous correspondait à peu près à ce qui est dit dans "Sept jours". (Par Emmanuel Cocke, qui m'avait alors succédé.) "Godard n'a-t-il pas dit lui-même "qu'il a cessé de s'y connaître en cinéma du moment où il s'est mis à faire des films"? M. Straram connaît-il Godard mieux que lui-même?" (Voir note propos de Godard.)

"Bien sûr, il a droit à son opinion tout comme moi, mais ses critiques diffèrent tellement de ce que l'on lit un peu partout et de ce que l'on pense soit (sic) même, qu'il déçoit, dérouté et que le meilleur moyen de ne plus s'exaspérer est de ne pas lire ses critiques.

"Quel dommage que "TV Hebdo" n'ait pas un autre critique." (C'est pas "lisible", ça?) Lettre à "TV Hebdo" de Guy Lamy, 2000 Place Henri-Bourassa, apt. 31, Montréal.

Et je crèverais un dixième hiver de plus ici, à 900 dollars par an, à bout, dans l'indifférence absolue des camarades et tandis que se resserre la vigilance de ceux qui savent comment empêcher que j'écrive, tandis que redeviennent les garanties nécessaires et suffisantes incompetence, esprit de castes et corruption?...

Gramsci: "L'élément populaire "sent", mais ne comprend pas ou ne sait pas toujours; l'élément intellectuel "sait", mais ne comprend pas ou surtout ne "sent" pas toujours. Aux deux extrêmes, on trouve donc le pédant et le philistin d'une part, la passion aveugle et le sectarisme d'autre part." "Quand le "penseur" se contente de sa propre pensée, "Subjectivement" libre, c'est-à-dire abstraitement libre, il prête aujourd'hui à rire: l'unité science et

vie est précisément une unité active, et là seulement se réalise la liberté de pensée; c'est un rapport maître-élève, philosophe-milieu culturel, milieu qui est le terrain d'action d'où seront tirés les problèmes nécessaires à poser et à résoudre, c'est-à-dire le rapport philosophie-histoire."

J'aimerais savoir ce que d'aucuns auraient à dire, de quels "arguments" ils oseraient se servir, jusqu'à quel fond ils iraient de la bêtise ou de la démagogie... Mais je n'y serai plus.

Il est temps que je réagisse, d'urgence.

Puisque . . .

Principe de base de Marx: De chacun selon ses capacités à chacun selon ses besoins.

Godard: Comprenez qui voudra...

p.s.

de la télévision télévisuelle

Ce n'est pas que je trouve Philippe Arnaud très absorbant, si je trouve Françoise Lemieux bien belle et d'une présence qui marque. Les interprètes qui se succèdent d'émission en émission, le vendredi, à 19 h. 30, au canal 2, sont parfois bien insipides, parfois grotesques, souvent excellents, de véritables artisans d'une expression fondamentale aujourd'hui: la chanson. Étrange et assez captivante par sa seule voix Nicoletta. Subversifs de par un délire ubuesque les Sinners provoquent — qualité rare en ces parages en ces temps.

Ce qu'il y a d'extraordinaire c'est l'invention et l'intensité télévisuelles d'AGE TENDRE.

Décors, mouvements de caméra, utilisation d'un écran dans l'écran permettant un jeu dialectique très attractif entre "vues d'ensemble" et gros plans — signes, rythme du discours, chansons — interviews — images. La télévision, langage, est utilisée selon ses ressources, ses possibilités, et non plus sacrifiée à qui paraît à la télévision. Qui paraît à AGE TENDRE est considérablement accentué, amélioré, "insisté" d'être communiqué selon un savoir et une conscience de la communication utilisée.

Qui alors faut-il le plus louer, et sans oublier la qualité remarquable de l'univers sonore réalisé par un excellent Yvan Landry, de Suzanne Thomas, chercheur, de Roger d'Astous, qui fait les dispositifs scéniques, ou d'André de Bellefeuille, réalisateur de cette télémission si captivante à regarder au petit écran, pour une fois habitué de qualités qui lui soient propres, AGE TENDRE ?

Autre programme conçu télévisuellement d'abord, JEUNESSE OBLIGE...

Et nul doute qu'AGE TENDRE ou JEUNESSE OBLIGE satisfont des besoins clés de la jeunesse contemporaine, autrement plus qu'André Major, André Bertrand et autres faux intellectuels "libres penseurs". Ah! si seulement on pensait télévision

aussi à AUJOURD'HUI ou TIREZ AU CLAIR (ne disons rien du sénile SEL DE LA SEMAINE). Au TELEJOURNAL...

Mais pense-t-on encore au langage dont on se sert? A droite, certains (sur le modèle infect Cournot en France, le seul qu'on ait autorisé à renouveler la critique cinématographique dans un journal non spécialisé, et dont le langage, assez exceptionnel, fait d'autant plus redoutable le gauchisme d'arriviste. A gauche, sous le prétexte fallacieux de traiter du "contenu", inutile ou interdit d'apprendre à s'exprimer selon les virtualités sans cesse nouvelles et plus déterminantes d'autant d'un moyen d'expression.

C'est politiquement qu'on est en train de payer tragiquement cette ineptie: croire qu'on peut communiquer un contenu sans travailler à une forme en rendant compte intégralement.

p.s.

LA BARRE DU JOUR

- * revue littéraire bimestrielle
- * 10 numéros parus
- * un numéro triple sur la dramaturgie québécoise
- * nouvelles, poèmes, pièces, essais, études critiques
- * un numéro spécial sur Roland Giguère, à paraître en février
- * textes inédits de Arthur de Bussières, Charles Gill, Nérée Beauchemin, Louis-Joseph Doucet, Louis-Joseph Quesnel, Albert Lozeau, Jean-Charles Doyon — ces inédits font l'objet d'une chronique.

Veillez m'abonner à partir
du numéro

Nom

Adresse

1 an (6 numéros): \$5.00
à l'étranger: \$5.50

**LA BARRE DU JOUR,
665, rue Crevier,
Montréal 9.**

interprétations de la vie quotidienne

"L'art, c'est le délire
d'interprétation de la
vie."

Louis ARAGON

("Qu'est-ce que l'art,
Jean-Luc Godard?"/"Les
lettres françaises", 9-15
sept. 65.)

et je n'ai miroir à ce qui m'habite que toi

patrick straram

actualités

Pour témoigner, au niveau de la critique, de l'état d'inertie d'une société de consommation et de l'ardeur policière néo-fasciste avec laquelle s'exerce une réaction aux abois, il n'est que lire dans un quotidien montréalais "surtout lu par ceux qui ont à prendre des décisions pour la communauté", ainsi en parle son directeur, Claude Ryan, il n'est que lire, à l'intérieur d'un texte "racontant" EL, de Bunuel, cette parenthèse d'André Bertrand, dont on appréciera l'opportunité: "On sait que Godard est en train de tourner pour WEEK END le plus long traveling de l'histoire du cinéma: il ferait mieux de l'allonger encore de quelques mètres s'il espère aller aussi loin dans le médiocre que Bunuel dans l'art." André Bertrand, qui écrit aussi maintenant à propos de jazz, sans souci de l'ignorance et l'insuffisance suffisante qu'il étale, dans une revue où il est autant à sa place qu'au "Devoir", "L'action nationale", André Bertrand a refusé de publier une note accompagnant mes 3 étoiles pour MOUCHETTE, de Bresson: "2 étoiles seulement à l'Elysée, l'image et la bande son de Bresson ne supportant absolument aucune imperfection de projection". (Mais "The Montreal Star", lui, le 2 décembre, publie la lettre indignée d'un John Hepworth furieux, qui dit avoir prévenu Bresson qu'on entendait la bande — son de MASCULIN FEMININ pendant la projection à l'Elysée de MOUCHETTE. Qui a une attitude critique?) Exactement comme Emmanuel Cocke, la première semaine qu'il me remplaçait dans "Sept jours", y faisait les louanges de JULES ET JIM, salle Eisenstein à l'Elysée. Cette même semaine, je voulais dénoncer l'Elysée, et d'autant plus fermement que, se prétendant cinéma d'art, il s'adresse d'abord à la clientèle la plus susceptible de s'intéresser à un cinéma adulte et contemporain, donc la clientèle à le plus respecter et à progressivement initier à l'entité cinématographique, je voulais dénoncer l'Elysée qui, après que le Verdi, remplissant bien son rôle de cinéma de

répertoire, ait remontré deux ou trois jours JULES ET JIM, une copie admirable, remettait encore une fois à l'affiche JULES ET JIM (quand tant de films récents demeurent sur les tablettes), et ce dans des conditions inadmissibles: la seule copie avec sous-titres anglais existant à Montréal, une copie format normal du film cinémascope de Truffaut.

Jean-Louis Comolli: "La critique, ce n'est pas aller voir des films et en parler. Il n'est plus possible de faire de la critique cinématographique en se lavant les mains du reste. La seule utilité de la critique, c'est "le reste": la distribution, la production, la réalisation."

Il n'est pas étonnant que dans "Le Devoir", le même 18 novembre 67, en compagnie de l'un peu étroitement sectaire Roland Smith, Bertrand et Cocke (Cocke qui met le maximum d'étoiles à un PIEGE POUR CENDRILLON et un THE LOST SEX, produits types du mercantilisme le plus mensonger, le plus réactionnaire et le plus nocif, puisque maintenant le spectateur à un degré zéro du cinéma considéré comme seul scénario, narré au moyen d'une technique dont l'efficacité fait illusion comme des gadgets font illusion, et ainsi trompe-t-on plus sûrement le consommateur) mettent un point noir (médiocre) à MASCULIN FEMININ, auquel les deux "professeurs" Léo Bonneville prêtre et Jean Mitry mettent une seule étoile (à voir à la rigueur). MASCULIN FEMININ, l'une des oeuvres les plus denses, les plus indispensables, les plus exemplaires de notre époque, cette époque de falsifications et de dénaturations qui déshumanisent, tandis que de vils imposteurs ayant compris le cirque, et avec la bénédiction de vieux déphasés stériles, en se référant à d'académiques ou terroristes mensonges d'A B C ou du pop'art, font croire que tout est toujours pour le mieux dans le meilleur des mondes. Bien sûr... Ils savent comment endoctriner, pour se faire une place au soleil, sans s'exposer, sans penser, sinon à la façon de "gagner leur

vie" sans avoir à la vivre ni à vivre un devenir constant du cinéma, considéré cette fois comme langage, acte d'élucidation et d'accentuation de la condition humaine...

Dans un matériau de base passionnant et sûr, le Dictionnaire du cinéma (Editions universitaires) de Raymond Bellour, Jean-Jacques Brochier, Gérard Guégan et Claude-Jean Philippe, ce dernier: "En parlant du cinéma, Godard aborde, plus sûrement que tout autre, la réalité de son temps. Ses films sont actuels comme peuvent l'être les bandes d'actualités. Evénements bruts, concrets, présents, saisis, fixés et contestés. Il pratique le véritable engagement, celui qui procède non du général au particulier, mais du particulier au général, du concret à l'abstrait."

Le véritable engagement, celui qui procède non du général au particulier, mais du particulier au général.

"L'angoisse, la lucidité, la revendication sont trop souvent l'alibi d'une délectation morose. Godard leur restitue un contenu contemporain, actif, salubre. En libérant le cinéma, Godard rejoint la vie par le plus court chemin."

La critique, telle que je la conçois, travail de recherche et d'animation sociale?... La machine s'est mise en marche. Je ne sais qui est intervenu, mais on est intervenu avec efficacité. Il m'est une fois de plus interdit d'écrire, de travailler. Ce qui semble ne déranger personne. Bien! Que Bertrand et Cocke vous "informent" d'un cinéma à la mesure du nationalisme québécois actuel, celui de la haute bourgeoisie et des flics, celui, pendant que des indépendantistes crèvent en prison, qui n'appartient plus qu'à Etats Généraux et général De Gaulle, John Robarts et Union et Action nationales.

Moi, critique, j'aurais parlé de THE RATS' AWAKENING, de Zivojin Pavlovic, de LA PRISE DE POUVOIR PAR LOUIS XIV, de Roberto Rossellini, de LUCKY LA CHANCE, de Charles Bitsch, ou d'un certain film de Sacha Guitry, montré au petit écran de la télévision par Radio-Canada, LE DESTIN FABULEUX DE DESIREE, extraordinaire moment cinématographique, qui contient une bonne part du cinéma nouveau, du cinéma d'auteurs...

Jamais de ma vie, je n'ai été aussi écoeuré. Mon état d'esprit: la tenue actuelle sur la glace du Canadien.

J'ai perdu la première manche, complètement, salement. Pour jouer la belle, il faut que je gagne la seconde. Je ne crois pas encore à l'inéluctabilité de ce monde répugnant et atroce du Québec aujourd'hui, un monde de l'Injustice, l'inconsistance, l'indifférence.

Je disparaissais. Ah! enfin, travailler, écrire...

J'abandonne une femme et deux enfants au Trust Général du Canada, 2270 rue Souvenir, apt. 2. Il suffirait que dix personnes, chaque mois, 10 dollars cha-

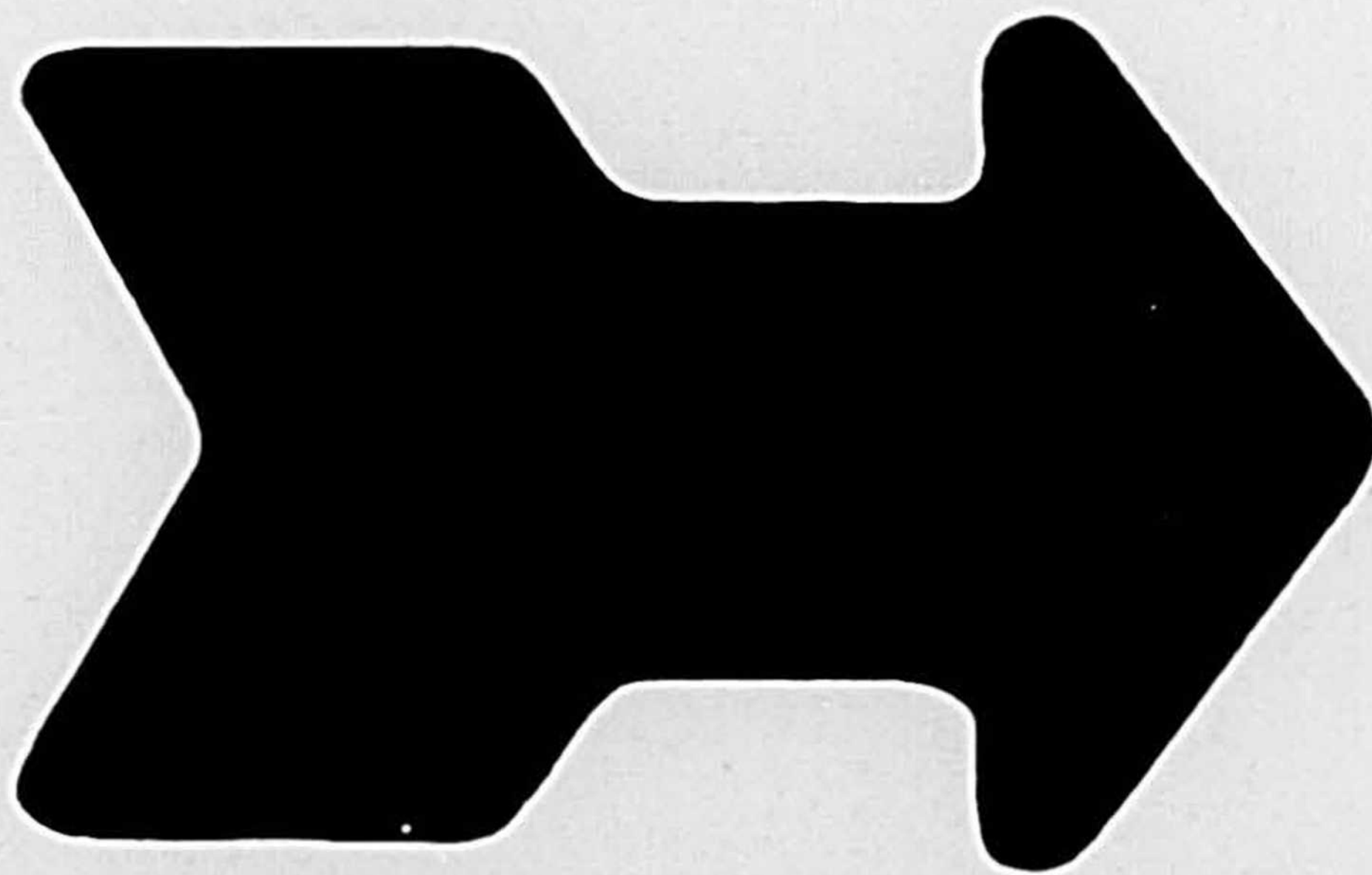
cune...

Je vous quitte, compagnons de la taverne Novo Rex où j'aurais vécu les derniers moments sensés de mes premières dix années ici, et toi Pedro, mon cher ami, comme je quitte Rodéo et Atelier du Jazz, New Penelope, Cinémathèque et Verdi...

Surtout. Ultime et monstrueuse saloperie de ce pays, nous allons être séparés, l'amie Ilishckà mon amour, mon amour immense, mon cactus-ookpik, et c'est beaucoup pour toi, toi seule, toute toi, que je pars, refusant de céder à la tentation d'en finir, me suicidant à vivre un dernier hiver comme une fête vraie, cinglante et superbe en l'Asociacion Espanola, vin rouge, crème de menthe, tequila et sangria de ce cher Pedro, pendant que petits cons, lâches bourgeois de gauche, technocrates de la merde et filles magnifiques et idiots ricaneraient... Mais je ne promets rien. Vivre sans toi... et je n'ai miroir à ce qui m'habite que toi...

nationalité? domicile?

1967. Le 30 novembre, j'ai vu 355 films. Les 10 que je préfère, de ceux exclusivement exploités commercialement pour la première fois cette année à Montréal: 1/ MASCULIN FEMININ (Jean-Luc Godard); 2/ PERSONA (Ingmar Bergman); 3/ EL DORADO (Howard Hawks) et LE GRAND ESCROC (Jean-Luc Godard); 5/ UCCELACCI E UCCELLINI (Pier Paolo Pasolini); 6/ MOUCHETTE (Robert Bresson); 7/ THE HONEY POT (Joseph L. Mankiewicz); 8/ UN FASCISME ORDINAIRE (Mikhaïl Romm); 9/ BELLE DE JOUR (Luis Bunuel), A COUNTESS FROM HONG KONG (Charles Chaplin), EL (Luis Bunuel), FAHRENHEIT 451 (François Truffaut), MADE IN U.S.A. (Jean-Luc Godard) et MARIE-SOLEIL (Antoine Bourseiller).





m.r.²

michele Rossignol
par morton rosengarten
photo guy barremans



comme des viet-congs la nuit

Guy Borremans est à Montréal. Photographe et cinéaste reconnu à sa juste et immense valeur à New York, Paris et quelques autres villes. A Montréal? Monsieur Claude Haeffly, directeur de la Bibliothèque Nationale (gouvernement du Québec); lui donne rendez-vous, pour une éventuelle exposition de photos. Le fait attendre une demi-heure. Lui montre deux salles minables, à l'éclairage dégueulasse. Le prévient que toutes les photos exposées resteraient la propriété de la Bibliothèque Nationale, gratuitement. Bande de petites ordures connes...

Michèle Rossignol est l'une des plus douées des très grandes actrices canadienne-françaises, et c'est une femme, admirable, qui s'assume en tant que femme. Michel Garneau est un travailleur infatigable de la radio, la télévision et l'écriture (livre publié prochainement aux éditions parti pris), et c'est bien l'un des rares camarades en qui je puisse avoir confiance. Morton Rosengarten est un sculpteur qui travaille ses matières comme Aragon un livre ou Godard un film, et que Montréal ignore.

O moments tant émouvants vécus vallée du Riche-

lieu chez Rossignol et Garneau, ô moment tant émouvant vécu à Ways Mills chez Morton.

Morton a sculpté une tête de Michèle. Pendant oxydation et lavage, Borremans a photographié.

M.R.2. Michèle Rossignol. Morton Rosengarten. C'est ce que je vois, et que donne à voir Guy Borremans. Godard: Comprenne qui voudra. Jacques Bon Temps, Cahier du cinéma 194: "... des poètes, la cité n'a que faire sinon pour composer des chants réconfortants que les citoyens reprendront en chœur. Mais c'est aussi cela qu'il faudrait changer. (...) ... rien, bien sûr, ne les oblige à être marxistes ni même à comprendre ce qu'ils regardent. Si toutefois l'intention leur venait de s'en piquer, on ne saurait trop leur rappeler comment Brecht, en bon godardien, épiloquait sur certaine histoire de choux-fleurs: "Vous, apprenez à voir, au lieu de regarder / Bêtement." "Curieux. Je citais autrefois ici ces deux mêmes vers... Voilà ce que je "comprends" interprétations de la vie quotidienne. Intégrales. Intègres. Belles. Opérantes.

Voilà, c'était une dernière page parti pris de, consul au-dessous du volcan, le Bison ravi

patrick straram

en d'autres paysages



jacques renaud

Jacques Renaud a déjà publié un recueil de poèmes, "Electrodes". Et pris des cours de diction, pour le bonparléfrançais. Et puis il a écrit *Le Cassé*. En joual, contre tous les bonparlés, les belles âmes et les culs d'or. Ce premier livre a scandalisé, ému, bouleversé, choqué... il n'a pas laissé indifférent.

Les éditions Parti Pris publieront au printemps son nouveau roman: *En d'autres paysages*. Alors que le *Cassé* s'achevait sur un meurtre, celui-ci commence par un meurtre. Puis c'est la longue fuite loin de la ville, vers les origines et les passions, vers le fondamental. Et c'est écrit en... les critiques trouveront bien un nom à ce langage là aussi. Nous vous présentons aujourd'hui un extrait de ce roman.

Pendant treize ans, moi Luc Ménard, j'ai marché à côté de ma vie. J'ai été utilisable et inutile. Je voyais, je savais mais je n'étais jamais dans le coup. J'ai dévoré sciences, connaissances, informations. J'ai vu. J'ai lu. Je n'ai rien vaincu et je n'ai pas vécu. J'ai tout vu sans jamais m'en mêler. J'ai savouré les spectacles les plus atroces, les plus susceptibles de m'indigner. La bonne indignation qui jaillit quand pète l'abcès de la mauvaise conscience. Les scènes de carnage présentées par l'actualité filmée passent en nous, barbottent nos entrailles, et notre morale de l'intention, ce succédané malpropre du christianisme, procède à l'opération alchimique qui mute le tout en indignation. Masturbation. Nous avons l'omnipotence des connaissances et des moyens mais nous sommes des impotents de la vie. Ce sont les instruments qui se servent de nous. Nous croulons. Nous sommes toujours au cinéma comme les Romains étaient toujours aux stades.

Des sons, des images d'hommes qui défaillent autour de moi et je dois rester debout, dignement indigné, sans sourire et sans broncher; un Universitaire s'indigne toujours dignement, sans sourire et sans broncher. Pour tout dire, un Universitaire ne fait pas caca. Voilà la grande vérité, celle que j'ai toujours défendue: il y a ceux qui font caca et ceux qui ne le font pas. Nous faisons chier le peuple et nous restons constipés, conservateurs jaloux de notre excrémental secret.

Pendant des années, je me suis pris pour un axe, pour l'accumulateur, le garant et le distributeur de nos valeurs. Je me suis pris pour un messenger de l'Histoire et un dispensateur de la Culture. Je ne suis plus là et rien ne s'é-

croule, sauf moi. Moi, un axe? Je ne suis même pas l'essieu rouillé de la plus vulgaire barouette. Je ne suis rien, rien qu'un oeil, un oeil de verre, une paire de lunettes.

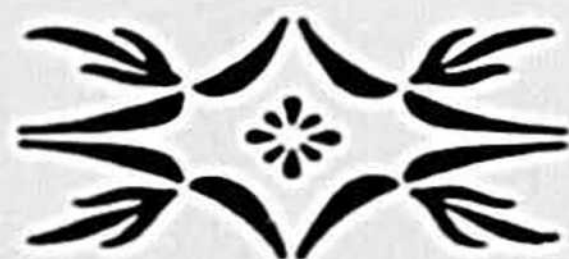
Je sais que je ne peux plus, maintenant, replonger dans cette vie. Je ne le pourrais plus. Mon passé me pousse et ma poussée déjà me dépasse et me fait trébucher. Je vais poursuivre mon carnage. Jusqu'à ce que j'y passe, moi aussi. Je ne peux rien donner. Je suis un manchot de l'existence. Je ne peux rien donner, sinon le change, et je n'en ai plus envie. On s'écoeure à faire la monnaie de la civilisation pendant plus d'une décennie. Je ne peux que donner le change. Exhiber le vernis inutile de ma culture, un vernis dur, imperméable. Des dates, je connais beaucoup de dates importantes, des noms d'époques tournantes, des noms de grands hommes marquants, des faits historiques déterminants, je peux faire des analyses de situations politiques présentes: le change, la monnaie, le troc, le souk. Monnaie de singe instruit. Je vomis des piécettes à pleine gueule, elles se bousculent contre mes dents, elles clinguent dans ma bouche, je m'en mords la langue, mes élèves s'en mordent les pouces et s'étirent les oreilles. Oreilles semblables en tous points aux miennes, belles grandes oreilles qui captent les mots et les cordent soigneusement dans le cerveau, afin d'en conserver au moins 60%. Belles grandes oreilles dont on bouche juste ce qu'il faut boucher d'orifice pour qu'elles n'entendent que ce qu'il faut entendre, afin que les belles petites gueugueules ne répètent que ce qu'il faut répéter et ré-entendre et l'on rechuchotera les mêmes éternelles caverries, saloperies, obscénités, de bouche à oreille jusqu'à ce que l'ultime et dernière génération de larbines soit suffisamment molusque pour retourner à la mer.

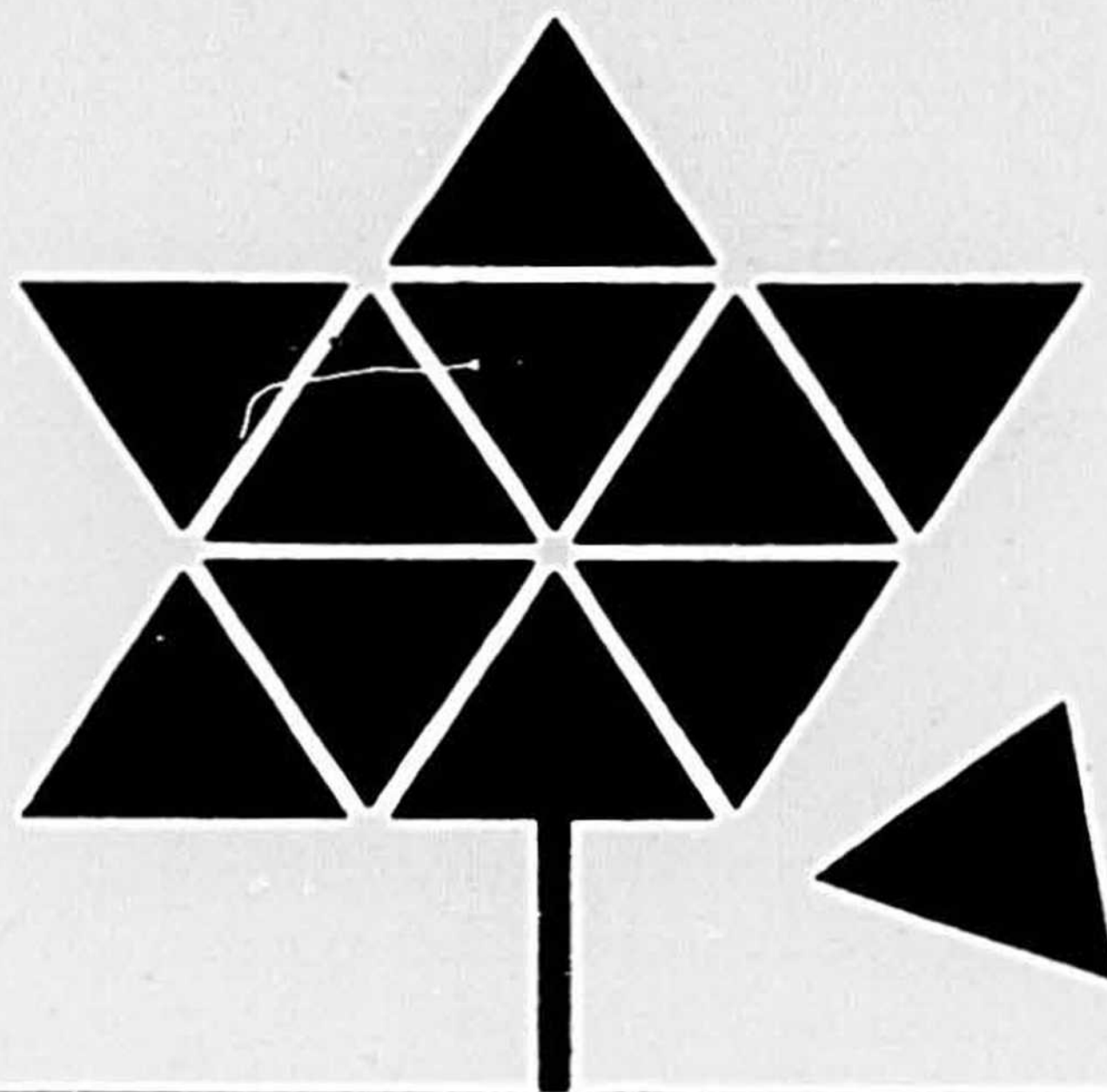
Et c'est au plancton que ceux à qui on aura pendant si longtemps donné le change, le donneront à leur tour, celui des vérités éternelles, des choses qu'il faut croire, de celles qu'il ne faut pas croire, ce qu'il faut faire et défaire et la manière de le défaire et de le refaire. L'humain s'est détraqué en chemin... Trop de vérités révélées à moitié... J'ai appris à des centaines de gars l'art de ne pas se salir les mains et celui de se les laver en cas d'accident. Aujourd'hui, on est devenus moignons, manchots. Les miroirs de l'âme sont devenus des écrans de cinéma. A la mer les amphibies! Thalesson! Thalesson!

Je hais, je méprise ceux qui continuent à jouer ce sale petit jeu, ceux qui continuent à croire à nos mensonges, à mes mensonges. Et je me hais, je me suicide d'y avoir crû si longtemps. Et au bout de ma vie risible, je découvre une sorte de quotidienneté de la vie qui me reconforte, me rajeunit, Marie, la rivière, le moulin, le rapide. Et tout ça m'échappe, m'échappera. Toute la vie m'échappe, me glisse des mains comme une anguille. La vie m'a toujours échappé, mais jamais je n'ai voulu la saisir. Je la laissais couler, monter, descendre autour de moi et je lisais Descartes sur le pont. J'ai plongé. Les autres sont restés sur le pont. Ils lisent toujours Descartes. Mon Descartes flotte à la dérive. Les poissons le mordillent. Ils vont le gober! Les autres sont restés sur le pont. Ils ne m'ont pas suivi. Ils n'ont tué personne. Ils ont peur de mourir. Celui qui décharge sa mitrailleuse se tire toujours dans le dos: la terre est ronde. Ils le savent. Ils n'ont pas plongé. Ils sont bien, ils sont au chaud, ils mangent leurs spaghettis dans les restaurants, ils gloussent, ils se flicfloquent. Un peu de piment. Ils roulent les spaghettis dans la palëte, dans la garcëtte, dans la cuiller en mottons ronds rouges de sauce aux tomates, des mottons tout pendouillant de ficelles collantes comme les radicelles de la physalie, avec saillies saillantes couleur des pâtes et des tomates, blanches, beiges, roses, crèmes. Ils enroulent les spaghëtt autour des dents de la fourchëtt en imprimant un mouvement de rotation des dents de la fourchëtt dans l'orbite concave de la cuiller à soupe. Ils enroulent les spaghëtt en mottons de pissëttes gluants et tapëttes tout ronds et salëtt tas mous bouches ouvërtt.

Les rondeurs varient en sacrifice d'une capacité d'orifice à l'autre. Bouches ridées aux commissures ou bouches plus jeunes, bouches mouillées, salivantes, gueules cassées, gueules gueulantes, bouches salivantes lisses et rouges et sales et lisses. Lèvres vieilles où pendent des petits poils de vieilles, germés dans l'agonie qui s'étire et s'allonge d'un meal à l'autre. Rides aux bouches, petits sillons secs et minces, lèvres sèches. Lèvres grasses. Lèvres qui touchent d'autres lèvres. Lèvres dans l'impasse, lèvres grasses. Lèvres qui sacrent, lèvres qui sucent, lèvres hivernales et gercées, lèvres inoubliées, lèvres fendues jusqu'aux oreilles, lèvres étroites, lèvres. Les langues écrasent les pâtes aux palais. Les pâtes aux châteaux. Les longues étouffent les chants dans les cous. Asthme. Hoquet. Un bout de spaghett tombe du coin de la bouche sur le dos de la main. Un petit coup de serviètt sur le bout de pâte frètt qui gît par terre dans la poussière. Une semelle distrètt l'écrase. On mastique toujours. On mastique mastique. Dents carriées dents jeunes dentiers. On est tout à ses pâtes à dents zé à ses lèvres. Se regarde manger du coin de l'oeil. Ne surprend que des gestes habituels. On s'habitue à ne pas se reconnaître dans les gestes des autres. On mastique toujours. On mastique mastique. Miroirs partout tout autour du restaurant, baisse la tèt dans ton plat. Veulent pas se voir. Miroirs partout, gossants, tanants, présents, dénonciateurs et vélateurs, mouchards et moqueurs. Se voir manger ça découpe l'appétit en petits morceaux frètt. Baisse ta face. Fait chaud. Gouttelètt de sueur dans le dos. Tchop tchop. Tchop. Hâte de finir. Boules de gueules sauce à tomates avaque patates frattes au kattechappe tchop maliam gloup. Boules de gueules gencives enbétonnées ché-gras oui machébon sors donc mon mouchoir donne le bill laisse faire pour le café moé j'monte en haut j'introïbo ad altare deï travailler comme un maudit j'ai tout spaghètté zloupe jusqu'à gueugueule j'ai élevé tout mon spaghètt au-dessus de l'assiètt au-dessus de la cuiller patène amène hisse jusqu'à gueugueule ô hisse au-dessus de ma tèt, en ce jour de Pâques l'hostie jusqu'à Dieu pour traverser l'année sans me mouiller les pieds je fais des efforts, des manières, des politesses dans le temple du spaghostie man Dieu j'ai faim debout, c'est effrayant vous pouvez pas savoir comment, de se voir vivant dans le miroir tout le temps. Baisse la tèt mauvais interprètt écoute Mantovani jouer Mozart exsangue sur des cordes en bonbon fort. Mord dedans et articule bien fort: mes frères les pieds, ouvrez tout grands vos mille orteils nous ne sommes plus à l'âge de pierre, je vous le dit et reedit sapristi nous prograissons nous atteignons grognons et macarons l'âge du béton en mottions gagne d'endouilles sans couilles cessez de vous en faire dorénavant on vous en fera, computers, petits gadgètt lumineux et clignotants se laissent branler au bout du coeur, cessez donc de vous en faire, à partir de maintenant, c'est entendu. on vous en fera. Vous êtes satisfaits? Nous sommes satisfaits? Ils sont satisfaits? Non. Ni satisfaits, ni heureux mais les deux à la fois: visqueux. Comme moi. Et tous eux, tous nous, tous ils resteront visqueux tant que mes poumons, tant que leurs poumons prendront l'air. Tant que tout notre sang circulera dans tous nos corps. C'est artériel cette crasse molle.

Ici, on ne parle jamais de temps. On parle de température. J'offre ce qui me reste de visquosité à tout ce qui pourra la consumer. Depuis que je suis ici, c'est le soleil et l'eau qui officient. En espérant pire ou mieux, je demeure mon tout dévoyé.





qu'est-ce que le centrentenaire ?

le centrentenaire est le cent-trentième anniversaire de l'insurrection de 1837, par laquelle les québécois ont voulu arracher leur part de justice et récupérer une partie de leurs droits des mains de leurs colonisateurs.

le centrentenaire est l'occasion pour les québécois de s'interroger sur certaines illusions qui ont cours quant à l'avenir des francophones dans la fédération "canadian".

le centrentenaire est l'occasion pour tous les québécois de tirer les leçons du passé pour mieux préparer l'avenir.

**annonce publiée et payée
par le comité des
fêtes du centrentenaire,
case postale 149
station n - montréal**

Bulletin de commande - volumes déjà parus

éditions **parti pris**

Veillez me faire parvenir les titres suivants:

- | | |
|---|--------|
| <input type="checkbox"/> la ville inhumaine , roman de Laurent Girouard | \$2.00 |
| <input type="checkbox"/> le cassé , nouvelles de Jacques Renaud | \$1.00 |
| <input type="checkbox"/> la chair de poule , nouvelles d'André Major | \$1.75 |
| <input type="checkbox"/> la nuit , roman de Jacques Ferron | \$1.50 |
| <input type="checkbox"/> pleure pas, germaine , roman de Claude Jasmin | \$1.75 |
| <input type="checkbox"/> journal d'un hobo , roman de Jean-Jules Richard | \$2.50 |
| <input type="checkbox"/> carnets politiques , de Jean-Marie Nadeau avec une préface
de René Lévesque | \$2.00 |
| <input type="checkbox"/> sonnets archaïques pour ceux qui verront l'indépendance ,
de Jean-Robert Rémillard | \$1.00 |
| <input type="checkbox"/> papa boss , roman de Jacques Ferron | \$1.50 |
| <input type="checkbox"/> le monde sont drôles , nouvelles, suivies de
la ville depuis . . . , lettres d'amour de Clémence Desrochers | \$1.50 |
| <input type="checkbox"/> les cantouques , poèmes en langue verte, populaire et quelquefois
française, de Gérald Godin | \$1.00 |
| <input type="checkbox"/> les cent dessins du centenaire , par Berthio | \$2.50 |
| <input type="checkbox"/> les coeurs empaillés , de Claude Jasmin | \$1.50 |
| <input type="checkbox"/> élégies pour l'épouse en-allée , d'Alfred Desrochers | \$1.00 |
| <input type="checkbox"/> du duplessisme au johnsonisme : 1956-1966 , de Gérard Bergeron | \$3.50 |
| <input type="checkbox"/> mon pays, le Vietnam , de Nguyen trung viet | \$2.00 |
| <input type="checkbox"/> la victoire de St-Denis , par R.-L. Séguin | \$1.25 |

Nom

Adresse

Ville

Ci-joint un **chèque**, **mandat de poste**, au montant de

Faire parvenir ces bulletins à **Les éditions parti pris**
C.P. 149, Station "N", Montréal (18)

AUX ÉDITIONS PARTI PRIS

Saison '67 - '68

- L'INAVOUABLE, poème de paul chamberland
- NEGRES-BLANCS D'AMÉRIQUE, autobiographie précoce d'un "terroriste" québécois, par pierre vallières
- LA VICTOIRE DE SAINT-DENIS, dans le cadre des fêtes du centenaire (1837-1967), par robert-lionel séguin
- CORRESPONDANCE, de charles gill
- A PERTE DE TEMPS, roman de pierre gravel
réimpression (5e mille)
- LE CASSE, le célèbre roman de jacques renaud

La littérature du Québec a besoin des éditions parti pris

Les éditions parti pris ont besoin de vous

Devenez souscripteur aux éditions parti pris

Une souscription de \$9. vous donne droit à \$13. de publications.

EN SPECIAL !

pour les lecteurs de parti pris

les québécois

un choix de textes des volumes I et II de la revue parti pris préfacé par Jacques Berque, professeur au Collège de France publié à Paris chez François Maspero, l'éditeur de:

- Régis Debray
- "che" Guevara
- Fidel Castro
- Frantz Fanon

\$4.00 port payé

bulletin de commande :

nom:

adresse

ville

veuillez me faire parvenirexemplaire (s) de "les québécois" ci-joint un chèque
 , un mandat-poste , au montant de fait à l'ordre de:

Les éditions parti pris
c.p. 149, station "N"
Montréal 18.

Si vous étiez abonné

à l'ancien *parti pris*, votre abonnement vaut aussi pour le nouveau. Cependant, vous nous aideriez à rencontrer les frais d'établissement de la nouvelle formule *en vous réabonnant d'avance*. Vous recevrez alors les numéros dûs sur votre ancien abonnement, plus les 12 numéros du nouveau.

Si vous n'êtes pas encore abonné

pensez à vos intérêts : le numéro se vendra 75¢; et l'abonnement à 12 numéros, \$6.00. Vous économiserez \$3.00 — 33 1/3%. Pensez à l'intérêt de recevoir la revue rapidement et sans avoir à vous déranger. Pensez enfin à vos vrais intérêts: en aidant *parti pris*, vous aiderez le Québec libre et socialiste à venir au monde. Et c'est vous qui vous en porterez mieux !

Bulletin d'abonnement

Revue parti pris, C.P. 149, Station "N"
Montréal

Veillez m'abonner à *parti pris* pour 12 livraisons, à compter du numéro

Ci-inclus mon chèque au montant de \$6.00. (Etranger par avion et abonnement de soutien: \$10.00).

NOM

ADRESSE

VILLE PAYS

SIGNATURE

